

#53

prix 1,50 euro | 55e année | juillet-août 2011

BELGIE-BELGIQUE
P.B. 1/9352
BUREAU DE DÉPÔT
BRUXELLES 7
P006555
JUILLET-AOÛT 2011

la gauche

CHÔMAGE,
SALAIRES,
PENSIONS,
INDEX...
INDIGNONS-
NOUS!



- 3 L'orage approche *par Céline Caudron*
- 4 La dette publique, question névralgique *par Denis Horman*
- 5 La dette "illégitime" des pays du Nord doit aussi être annulée
interview d'Eric Toussaint, président du CADTM, par Denis Horman
- 7 DOSSIER EUROPE: L'Union Européenne à l'offensive:
Une machine de guerre contre les travailleurs *par Sylvia Nerina*
- 10 Génération précaire *par Guy Van Sinoy*
- 11 L'Europe au carrefour: Entre résistance et populisme
par Jean Peltier
- 12 Etat espagnol: Une "indignation" mobilisée *par Ataulfo Riera*
- 14 Slovaquie: Victoire de l'opposition à l'allongement de l'âge
de la pension *par Lucien Perpète*
- 15 Grèce: "Qu'ils s'en aillent tous!" *par Georges Kopp*
- 16 Milquet et l'emploi: Une politique néolibérale
à la sauce humaniste *par Guy Van Sinoy*
- 17 Y a-t-il une vie après l'AIP? *par Guy Van Sinoy*
- 18 Les enseignants en ont marre d'en saigner! *par Jean Peltier*
- 20 Du SP.a-Rood à "Rood!", un nouveau mouvement de gauche
est né en Flandres *interview d'Erik De Bruyn par Peter Veltman*
- 22 Discriminations: Le "Blanc Bleu Belge" tient toujours la cote
par Hamel Puissant, membre du MRAX
- 24 Baisse de la TVA dans l'Horeca: A la bonne santé des arnaqués!
par Guy Van Sinoy
- 25 Les médias dominants et "l'affaire DS K" *par Léo Carvalho*
- 26 Six mois après le début des soulèvements: Le monde arabe
entre révolution et contre-révolution *par Thierry Pierret*
- 28 L'Allemagne dit adieu au nucléaire...
mais pas aux énergies fossiles! *par Daniel Tanuro*
- 30 Face à la menace des OGM: Enseigner et écrire des livres
est tout à fait insuffisant" *déclaration d'Isabelle Stengers*

cover / back cover

photomontages: Little Shiva



Ont collaboré à ce numéro:

Ataulfo Riera, Céline Caudron, Daniel Tanuro, Denis Horman, Eric Toussaint, Georges Kopp, Guy Van Sinoy, Hamel Puissant, Jean Peltier, Léo Carvalho, Little Shiva, Lucien Perpète, Sylvia Nerina, Thierry Pierret, Peter Veltmans

La Gauche est le journal bimestriel de la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR), section belge de la Quatrième Internationale.

Les articles signés n'engagent pas forcément la rédaction.

*Adresse et contact: 20, rue Plantin
1070 Bruxelles, info@lcr-lagauche.be*

Tarifs et abonnements:

*1,5 € par numéro; 8 € par an
étranger: 18 € par an*

*A verser sur le n° de compte
de la Formation Léon Lesoil
20 rue Plantin, 1070 Bruxelles
n° 001-0728451-57*

*IBAN BE09 0010 7284 5157
BIC BNP Paribas Fortis: GEBABEBB
mention "La Gauche"*

**La Gauche est éditée
par la Formation Léon Lesoil
e.r. A.Riera**



L'orage approche

✦ par Céline Caudrom

Depuis plusieurs mois, le soulèvement des peuples du Maghreb et du Moyen-Orient est un formidable bol d'air pour les exploité-e-s et opprimé-e-s du monde entier. Le "printemps arabe" rend l'espoir. Il démontre que "c'est possible". Possible de s'indigner, de s'organiser, de lutter... et surtout de gagner.

Désormais, cette prise de conscience se concrétise sur le continent européen, deux ans après le déclenchement de la plus grave crise du capitalisme et alors que les mesures d'austérité assurant le maintien du système touchent des couches de plus en plus larges de la population.

d'austérité imposées par la "Troïka" au prétexte de renflouer la dette. La crise politique qui s'approfondit maintenant démontre à quel point les gouvernants sont éloignés des réalités quotidiennes et des intérêts de celles et ceux qu'ils prétendent représenter.

En Italie, les referendums de juin ont marqué une superbe victoire des mouvements de résistance de base qui, malgré les sabotages du pouvoir, sont parvenus à gagner sur leurs revendications radicales et à infliger une défaite éclatante à Berlusconi.

Tout cela peut sembler bien loin et bien exotique. La Belgique est enfoncée depuis plus d'un an dans une crise politique interminable qui semble plonger le pays dans une apathie cotonneuse. Faute de nouveau

et verts poussent des cris outragés, font des mines, mais s'apprentent quand même à plier l'échine, comme ils le font depuis des années, au nom du "réalisme", de la "compétitivité" et de la "discipline européenne".

Nous sommes en train de changer d'époque — en Belgique aussi. Face à nous : des attaques d'une ampleur jamais vue avec un objectif clair: en finir avec ce qui reste de l'Etat providence, balayer les droits conquis par des décennies de luttes sociales, faire peur pour mater les résistances et présenter l'austérité comme inéluctable. Tous les gouvernements européens sont au diapason sur les dogmes néolibéraux. Ils ne vont pas changer de route.

Le patronat est de moins en moins disposé au "compromis". La "concertation sociale" est plus que jamais dépassée et contre-productive pour défendre nos intérêts de classe. Mais les directions syndicales poursuivent une orientation catastrophique, sans aucune volonté, sans stratégie et sans plan d'action pour imposer les revendications qu'elles clament.

Les peuples du monde arabe, de l'Etat espagnol, de Grèce ou d'Italie ont, à leur manière et à divers degrés, utilisé leur intelligence collective pour faire irruption en masse sur le terrain politique et contester les pouvoirs établis. Il nous appartient, ici en Belgique, d'apprendre et de nous inspirer de cette "audace méditerranéenne" pour construire notre propre mouvement de résistance.

Il nous appartient de travailler, dès aujourd'hui, à une prise de conscience massive des attaques qui se préparent en exigeant de nos syndicats qu'ils remplissent leur rôle et retrouvent leur place dans la rue, sans s'inquiéter de gêner leurs "amis" politiques, et qu'ils organisent en front commun une Opération Vérité sur ce qui a été volé aux travailleurs et ce qui le sera demain.

Il nous appartient de travailler à une convergence du mouvement ouvrier et de tou-te-s les Indigné-e-s de cette société, à l'élaboration collective et démocratique d'une stratégie de lutte, solidaire et internationaliste, pour défendre les mesures d'urgence sociale et écologique qui s'imposent.

La bataille sera dure. Préparons-nous, dès maintenant, à défendre nos droits sans concessions. ■



Depuis le milieu du mois de mai, un mouvement social massif s'est développé dans l'Etat espagnol. Des "Indigné-e-s" y dénoncent la servilité de la classe politique envers les marchés financiers au détriment des peuples, se mobilisent massivement, spontanément, s'auto-organisent, occupent les places principales, tiennent des assemblées populaires. Depuis, ils et elles construisent collectivement un nouveau rapport de forces et une "réelle démocratie, maintenant".

Deux semaines plus tard, en Grèce, le "mouvement des Indigné-e-s" se greffe sur les mobilisations et aux grèves qui secouent le pays depuis plusieurs mois contre les mesures

gouvernement, les mesures d'austérité restent encore dispersées et limitées. Et les faibles mobilisations en ordre dispersé sont incomparables avec celles de nos voisins méridionaux.

Mais, chez nous aussi, la pression monte. La Commission européenne pousse pour imposer à la Belgique un plan d'austérité incluant liquidation de l'index, limitation de la durée d'indemnisation du chômage, facilitation des licenciements, compression de l'emploi dans les services publics, ... La N-VA et les libéraux du Nord et du Sud exultent et se portent volontaires pour appliquer ce programme. Chrétiens, socialistes

La dette publique, question névralgique

✦ par Denis Horman

"Un document du Fonds monétaire international (FMI) de novembre 2010 explique clairement que l'endettement des gouvernements peut les aider à imposer les réformes propres au capitalisme libéralisé, financiarisé et mondialisé: 'Les pressions des marchés pourraient réussir là où les autres approches ont échoué. Lorsqu'elles font face à des conditions insoutenables, les autorités nationales saisissent souvent l'occasion pour mettre en œuvre des réformes considérées comme difficiles, comme le montrent les exemples de la Grèce et de l'Espagne'. Il faut prendre cet avertissement au sérieux".¹

Les peuples grecs, portugais, espagnols, irlandais, sans oublier les pays périphériques de l'Union européenne (Roumanie, Hongrie, Lettonie...), et dans une moindre mesure actuellement, la France, l'Allemagne..., sont soumis à une régression sociale sans précédent.

La Belgique, elle aussi, est dans le colimateur de la "Troïka" constituée par la Commission européenne, le FMI et la Banque centrale européenne.

Machine implacable

L'endettement des gouvernements est aujourd'hui une arme redoutable pour imposer les réformes propres au capitalisme. Cet endettement des Etats met en lumière, au Sud et au Nord, le gigantesque transfert de richesses, produites par les travailleurs-euses vers les banques et les fonds de placements financiers aux dépens des salarié-e-s.

Il illustre cet engrenage cynique, impitoyable et mortifère de la dette, huilé par les politiques néolibérales, menées depuis une trentaine d'années par les gouvernements de droite ou de "gauche". Première étape: des contre-réformes fiscales qui offrent des milliards aux banques et des cadeaux fiscaux au patronat et aux grosses fortunes. Ces transferts massifs s'accompagnent d'une autorisation de fait de la grande fraude et de l'évasion fiscale vers les paradis fiscaux. Tout

cela entraîne des déficits budgétaires, que les Etats essaient de combler via des emprunts successifs et à taux élevés auprès des mêmes groupes financiers que ces gouvernements ont décidé de ne pas taxer. Dès lors, la dette et les intérêts à rembourser continuent à s'alourdir et deviennent un des premiers postes des dépenses budgétaires. Viennent enfin les plans d'austérité limitant les dépenses des Etats (coupes dans les services publics et la sécurité sociale) au détriment de la population afin de dégager de l'argent pour assurer le remboursement du service de la dette et pour "sucrer" les fonds de placements financiers... et la spirale reprend!

Entrer dans la zone interdite

Des voix s'élèvent, des mouvements sociaux se mobilisent pour "casser" cet engrenage, pour exiger l'annulation/répudiation des dettes "illégitimes", en

Une base légale pour la répudiation et l'audit des dettes publiques

Pour être lié par un contrat de prêt, l'État doit avoir donné librement son consentement. De ce consentement naît une relation juridique: l'obligation pour l'État de rembourser la dette qu'il a contractée (...). Néanmoins, ces principes ne sont pas absolus et ne valent que pour "des dettes contractées dans l'intérêt général de la collectivité". Le point clé est donc "l'intérêt général de la collectivité".

Selon le droit international, l'évaluation de l'intérêt général et la détermination du caractère licite ou illicite de la dette relèvent de la compétence des pouvoirs publics. La mise en place d'un audit des dettes publiques par les pouvoirs publics, associant des représentants de la "société civile" du pays, pour identifier ces dettes illicites est donc tout à fait légale.

La pratique des États confirme par ailleurs que le remboursement des dettes publiques ne constitue pas une obligation absolue. Dans un rapport de 2008 consacré à la doctrine de la dette odieuse rédigé à la demande de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement

commençant par la mise sur pied d'un audit sur la dette publique.

Le Comité grec contre la Dette en souligne toute l'importance et la dynamique: *"En ouvrant et en auditionnant les livres de la dette publique, le mouvement de l'audit citoyen ose l'impensable: il pénètre dans la zone interdite, dans le saint des saints du système capitaliste, là où, par définition, n'est toléré aucun intrus! Ainsi comprise, la revendication de l'audit de la dette et surtout son début de mise en œuvre par la création de comités, en tant qu'instances populaires où les preuves de l'illégitimité seraient réunies et débattues, constitueraient un formidable outil de 're-démocratisation'".* ■

1. François Chesnais, *Les dettes illégitimes, Quand les banques font main basse sur les politiques publiques*, Ed. Raisons d'agir, juin 2011, pp. 8-9

(CNUCED), il est affirmé que l'obligation pour un État de rembourser les dettes n'a jamais été reconnue dans l'Histoire comme étant inconditionnelle. (...)

Le CADTM rejoint cette position affirmant la licéité d'un acte unilatéral de répudiation (et a fortiori de suspension) de la dette fondé sur la protection des droits humains fondamentaux. Un tel acte n'est pas arbitraire, il dispose d'une base légale. Par conséquent, il n'existe pas d'obligation inconditionnelle pour un État d'honorer ses dettes. Les gouvernements débiteurs et créanciers peuvent, sur le fondement du droit international, suspendre et répudier/annuler certaines dettes. Pour déterminer la part qui ne doit pas être payée, les pouvoirs publics peuvent mener un audit de leurs dettes. Au préalable, la suspension immédiate du paiement de la dette, avec gel des intérêts, peut s'avérer nécessaire et est tout à fait justifiée. ■

Extrait de: "Plaidoyer juridique pour la suspension et la répudiation des dettes publiques au Nord et au Sud", par par Renaud Vivien, Cécile Lamarque, en version intégrale sur le site www.cadtm.org

Interview d'Eric Toussaint, Président du CADTM-Belgique

La dette "illégitime" des pays du Nord doit aussi être annulée

✦ par Denis Horman

La Gauche: "La dette ou la vie", la nouvelle publication du Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde (CADTM), montre, à travers une série de contributions, l'autre visage de la dette, celui à l'oeuvre au Nord. Y a-t-il des points communs entre la dette publique des pays en développement et la dette publique au Nord?

Eric Toussaint: Aujourd'hui, la dette publique au Nord est le prétexte tout trouvé pour justifier l'application de plans d'austérité sur le modèle des Plans d'Ajustement Structurel qui ont été imposés, dès le début des années 1980, aux pays du Sud de la planète. Depuis l'éclatement, en 2007-2008, de la crise la plus importante depuis 1929, les pays de l'Union européenne sont également confrontés à des politiques d'austérité brutale, et cela, sous la férule de la "Troïka": le Fonds Monétaire International, l'Union Européenne et la Banque Centrale Européenne. L'intoxication sur "les Etats vivant au-dessus de leurs moyens" cherche à camoufler les vraies raisons de l'endettement public: l'explosion des taux d'intérêts à rembourser par les Etats, les politiques néolibérales se cristallisant sur les contre-réformes fiscales en faveur des sociétés privées et les ménages les plus riches, le sauvetage des banques en 2008 avec l'argent de la collectivité,... En Belgique, ce sont plus de 20 milliards d'euros que le gouvernement a injectés pour "sauver" Fortis, Dexia, KBC et Ethias.

La Gauche: Le CADTM prône-t-il également l'annulation de la dette publique des pays du Nord, comme il l'a avancée pour les pays du Sud?

Eric Toussaint: Le CADTM prône l'annulation de la partie illégitime de la dette publique. Il y a d'ailleurs différentes

conventions internationales sur lesquelles on peut s'appuyer pour justifier la suspension et la répudiation/annulation de la dette publique.

Le concept d'illégitimité comprend notamment les dettes odieuses et illégales. Les dettes contractées auprès du FMI, de la Commission européenne, de la Banque Centrale européenne ou encore sur les marchés financiers et qui justifient, pour ces instances, l'application de politiques d'ajustement structurel ou d'austérité brutale, dans des pays de l'Union européenne, entraînant le démantèlement, voire la suppression de droits humains fondamentaux, peuvent être qualifiées de dettes "odieuses".

Il y a aussi des dettes qui peuvent être considérées comme "illégitimes". Dans des pays, comme la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, et même la Belgique, les gouvernements ont sciemment appliqué des politiques injustes socialement et qui ont entraîné une augmentation de la dette publique à travers des mesures favorables à la classe capitaliste. Trente ans de politique néolibérale marquent d'illégitimité cette partie de la dette publique, qui réalise, au-delà de toutes les espérances du capital, un transfert gigantesque de richesses vers les banques et les fonds de placements financiers aux dépens des salariés. Cette dette illégitime devrait être annulée.

La Gauche: L'ouvrage du CADTM avance des exemples, au Sud, montrant qu'il est possible de briser l'engrenage mortifère de la dette. Ces exemples pourraient-ils, selon toi, être un référent pour des démarches semblables dans les pays du Nord?

Eric Toussaint: Une des expériences les plus avancées se situe en Equateur, avec la mise sur pied, en 2007, d'une commission d'audit de la dette, dont j'ai fait partie pour le CADTM. Après 14 mois de travail, la commission d'audit est arrivée à la conclusion qu'une grande partie de la dette analysée



était marquée d'illégitimité. En novembre 2008, le gouvernement, prenant appui sur le rapport de la commission, a décidé de suspendre le remboursement des titres de la dette, venant à échéance les uns en 2012, les autres en 2030. Puis, il a racheté, pour la somme de 900 millions de dollars, des titres valant 3,2 milliards de dollars. Certes, ce ne fut pas une répudiation de la dette illégitime, mais un pas important dans la bonne direction.

En Europe, l'exemple le plus avancé se situe en Grèce où, suite à un appel public d'une centaine de personnalités grecques et internationales en faveur de la création d'une commission d'audit de la dette publique, a été créé, en 2010, un Comité contre la Dette, soutenu par des organisations syndicales, plusieurs partis politiques de la gauche radicale et de nombreux intellectuels. Ce comité va procéder à un audit pour que l'on sache quelle partie de la dette grecque est odieuse, illégitime et illégale.

Bien évidemment, à l'inverse de l'Equateur, une telle démarche ne peut, en Grèce, s'appuyer sur un gouvernement social-libéral qui impose une austérité brutale aux travailleurs et à la population. D'où l'importance d'appuyer cette démarche par des mobilisations sociales.

La Gauche: La CADTM a souvent attiré l'attention sur le fait qu'une réduc-

tion radicale de la dette publique est une condition nécessaire mais pas suffisante pour mettre en place une politique économique et sociale au service des populations. Qu'est-ce à dire?

Eric Toussaint: Les choses commencent à changer dans la prise de conscience de l'importance vitale d'une réduction radicale de la dette publique, voire de l'annulation de la dette illégitime.

Bien évidemment, une telle opération, si l'on veut que les salarié-e-s, les allocataires sociaux n'en fassent pas les frais, doit être combinée avec des mesures pour une véritable justice fiscale, pour que chacun, société et individu, paie ses impôts selon sa capacité contributive. C'est, par exemple, ce que demande, depuis des années en Belgique, le Réseau pour la Justice fiscale (RJF), qui regroupe une quarantaine d'organisations, associations dont les deux grandes organisations syndicales, la FGTB et la CSC.

La Gauche: Tu es président du CADTM Belgique et également un militant de la IVe Internationale et de sa section belge, la LCR-SAP. Quelles sont les revendications qui t'apparaissent essentielles, en ce qui concerne la dette publique, et qu'il est important d'intégrer, de concrétiser dans le programme, la ligne et l'intervention politique de notre organisation?

Eric Toussaint: Je pense qu'il faut intégrer dans le programme de la LCR l'exigence d'un audit de la dette publique pour déterminer la partie illégitime de cette dette et demander l'annulation de celle-ci. Cet audit doit se faire avec la participation citoyenne. On ne peut attendre ou s'attendre à ce que le gouvernement ou le parlement en prenne l'initiative. C'est aux mouvements sociaux, aux syndicats, avec des organisations politiques qui appuient cette démarche, d'en prendre l'initiative.

Ce serait en quelque sorte une version

2001-2012 de l'Opération Vérité telle que la FGTB l'avait lancée à la fin des années 1950, avant que n'éclate la grande grève générale de l'hiver 1960-1961. Les audits doivent donc aboutir à des mesures d'annulation de la partie de la dette considérée comme illégitime et d'une réduction radicale de l'autre partie de celle-ci.

Comme je l'ai déjà signalé, cela implique également des mesures fiscales qui font payer, à ceux qui profitent de cette dette, le coût d'une telle opération.

D'autres mesures sont déjà dans le programme de la LCR: le transfert du secteur du crédit au secteur public; la renationalisation ou la socialisation de toute une série de secteurs privatisés au cours des 30 dernières années; la nationalisation du secteur de l'énergie, etc. ■

La version intégrale de cette interview se trouve sur le site national de la LCR, www.lcr-lagauche.be.

Lectures pour l'été

La dette ou la vie

Dans cet ouvrage, le CADTM montre l'autre visage de la dette, celui à l'œuvre au Nord. En 2007-2008, éclate la crise la plus importante depuis celle de 1929. Les banques sont sauvées à coup de centaines de milliards de dollars par les gouvernements, aux ordres de la finance mondiale. Au Nord, les Etats financent ce sauvetage, en appliquant l'équivalent des plans d'ajustement structurel, de sinistre mémoire au Sud. Cet ouvrage collectif analyse méticuleusement l'enchaînement des processus ayant submergé le Nord, à cette occasion: des Etats-Unis à la Grèce, de l'Islande aux pays d'Europe de l'Est, du Japon à la zone euro, tout en examinant les conséquences pour le Sud.

Les différentes contributions du livre montrent comment les dettes publiques ont été créées, sur quelle source de Droit international, sur quels exemples historiques les populations peuvent s'appuyer pour requalifier des dettes comme odieuses et illégitimes et demander l'annulation pure et simple de la partie illégitime de la dette. Un audit s'impose dans tous les pays, afin de déterminer la part odieuse et/ou illégitime de la dette publique.

La dette ou la vie, ouvrage collectif du CADTM, sous la direction de Damien Millet et Eric Toussaint, CADTM, Ed. Aden, mai 2011, 385 pages, 20 euros. Achat en librairie ou commande au CADTM, 345 avenue de l'Observatoire, 4000, Liège. Belgique@cadtm.org; tél. 04/226.62.85.

Banques, Made in Belgium

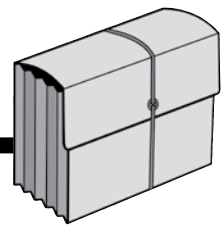
Si vous voulez savoir comment et à quelle hauteur les banques belges (Fortis, Dexia, KBC, Ethias) ont été renflouées et "sauvées", en 2008, par l'Etat, avec notre argent; pourquoi cette recapitalisation des banques ne constitue pas un investissement dans le chef de l'Etat, mais bien un alourdissement de la dette publique; pourquoi les banques se sont refait une santé "fragile" sur les dos des contribuables; pourquoi elles restent à la merci de nouvelles crises; etc. alors, n'hésitez pas à lire le nouveau numéro de la revue du Groupe de recherche pour une stratégie économique alternative, réalisé par Xavier Dupret, économiste et chargé de recherche au GRESEA.



Banques, Made in Belgium, n°65 (janvier-février-mars 2011) de GRESEA Echos, la revue trimestrielle du Groupe de recherche pour une stratégie économique alternative (GRESEA). gresea@skynet.be; tél. 02/219.70.76.

L'Union Européenne à l'offensive

Une machine de guerre contre les travailleurs



par Sylvia Nerina

Si l'Union Européenne tentait encore ces dernières années de montrer un visage d'Europe Sociale qu'elle n'a jamais eu, les récentes décisions ont détruit l'illusion, ne laissant place qu'à l'Europe de, par et pour le grand capital.

Avant d'entamer n'importe quelle réflexion, il est nécessaire de démêler un peu les noeuds et de réussir à mettre en lumière ce que nous concocte cette Union Européenne. Car les mesures qui ont été prises pour répondre à la crise de l'eurozone n'ont pas été beaucoup évoquées par les médias et lorsqu'elles l'ont été, ce sont l'opacité et l'information partielle qui ont fait loi.

Or c'est important que nous comprenions les enjeux de ces mesures, car l'ampleur des conséquences qu'elles auront sur les travailleurs, en Belgique mais aussi dans toute l'Europe, n'a d'équivalent que l'incroyable absence de démocratie dans les processus de décisions qui les ont mis en place.

Semestre Européen et Pacte euro-plus – l'arnaque dans le détail

L'une des premières initiatives issues du groupe de travail sur la gouvernance économique est le Semestre Européen. Ce programme de surveillance des budgets nationaux est mis en place dès 2011 par le Conseil et la Commission Européenne (pour rappel, la seule institution pour laquelle on vote, c'est le Parlement, dont l'avis consultatif n'a que peu à faire ici). Comment fonctionne ce semestre européen?

Première étape: la Commission rédige chaque année une "Enquête Générale de Croissance" qui détermine ce que les Etats membres devront faire pour être des "bons élèves". Pour l'année prochaine, cette enquête est déjà publiée, sans être passée par la case "consultation démocratique des pays membres". Au menu, le désormais tristement classique recul de l'âge de la retraite, la flexibilisation du marché du travail (le con-

trat précaire doit devenir la règle), la modération salariale stricte et soutenue...

Ensuite, et avant même que les parlements nationaux ne puissent en discuter, les Etats membres doivent présenter leurs plans budgétaires à la Commission et au Conseil (le Parlement Européen, le seul pour lequel on vote, n'a toujours rien

à dire). Supposons que la Commission estime que le plan budgétaire de la Belgique ne convient pas. Elle va émettre des recommandations qui consistent le plus souvent à revoir à la baisse les niveaux de salaires et des dépenses sociales. Si la Belgique n'intègre pas ces recommandations, elle est alors punie et devra payer une amende (qui se compte en milliards d'euros). La Commission peut aussi retirer à un Etat l'accès aux Fonds structurels de l'Union Européenne.

Autre réjouissance au programme, le Pacte de Compétitivité, qui, après quelques aménagements, a été adopté en mars 2011 sous le nom de "Pacte pour l'euro-plus" en associant au processus les pays hors zone euro qui souhaitent s'y joindre. Inventé par Merkel et soutenu par Sarkozy, il s'agit d'un accord entre les pays membres. Le principe de ce Pacte est à la fois simple et horrible socialement. Les pays européens qui sont surendettés peuvent avoir accès au FESF (Fonds Européen de Stabilité Financière), notre petit FMI à nous, qui a été inauguré en 2010 pour "répondre" à la crise grecque. Mais, dans la grande tradition du FMI, pour accéder à ce soutien, il faut prendre les plans d'ajustement qui vont avec. Et dans ce cas-ci, le plan d'ajustement tient en six points.



On commence gentiment avec la reconnaissance mutuelle des diplômes et un régime de gestion des crises pour les banques. Puis on ébauche un début d'harmonisation de la fiscalité des entreprises qui n'est guère contraignant pour elles. Ensuite, on accélère avec les trois dernières conditions qui se résument à supprimer l'indexation des salaires sur les prix à la consommation, intégrer les règles d'encadrement budgétaire dans la constitution des pays et appliquer les recommandations décrites plus haut.

Beaucoup de mots pour dire que si un pays veut recevoir du FESF l'argent pour régler la dette phénoménale qu'il a contracté, entre autres, en sauvant les banques, il doit accepter des mesures de récession sociale drastique et que ses budgets publics ne soient plus décidés par son parlement mais par les règles imposées via la Commission Européenne.

Antidémocratique et antisociale

C'est l'empire du non concerté, de l'intrusif dans les souverainetés nationales et du danger d'une récession encore plus grave. Hors de tout cadre démocratique, sans possibilité pour les Etats membres de

dessin: Faujour

s'opposer ou même de peser sur les décisions, des règles ont été émises au niveau européen et vont être intégrées dans les constitutions nationales des pays. Et c'est de la même manière que les budgets nationaux vont maintenant être sous le joug complet du Conseil et de la Commission Européenne.

Pendant que nous perdons notre temps à tenter d'élire les parlementaires pour qu'ils se disputent sur le couleur du drapeau, ce sont une centaine de personnes payées en centaines de milliers d'euros qui décident que notre salaire sera gelé, que l'enseignement devra être moins financé, que la retraite par répartition c'est du passé et que la fiscalité doit être au service des entreprises et pas des services publics...

Car c'est ce qu'il se passe en réalité. Au travers de tous ces processus compliqués pour "contrôler les déficits macro-économiques", on assiste à une intrusion en règle dans tous les champs qui ne relevaient pas des compétences communautaires européennes: la politique salariale, l'adaptation des systèmes de retraite, tous les "domaines qui relèvent de la compétence nationale et sont cruciaux pour renforcer la compétitivité et éviter tout déséquilibre préjudiciable" (extrait des conclusions des chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro du 11 mars 2011). Malheureusement, pour l'Europe, depuis l'introduction de l'euro, le

facteur d'ajustement ce n'est plus la monnaie, c'est le salaire. Qui est également le facteur premier de la compétitivité. Ce n'est donc pas une vue de l'esprit quand la CES (Confédération Européenne des Syndicats) exprime sa crainte d'un gel généralisé des revenus au niveau européen.

Le matraquage idéologique est tellement présent et tellement continu qu'à la fin on ne réagit même plus lorsqu'on entend des expressions comme "gel généralisé des salaires", "réforme des pensions", "flexibilisation des contrats",... Or, tout ce qu'ils sont en train de nous reprendre, ce sont les quelques éléments qui nous distinguent de ces générations de travailleurs/euses qui vivaient dans la misère et la précarité, qui n'avaient rien à dire, rien à eux, aucun avenir, aucun espoir. Le genre de travailleurs/euses qu'on commence à rencontrer de plus en plus souvent dans la génération 500 euros et qui représentera certainement la majorité de nos enfants. Parce que si des travailleurs/euses se sont révolté-e-s, sont mort-e-s, on fait grève pendant des semaines pour obtenir un temps de travail décent, un salaire décent indexé sur le coût de la vie, une sécurité dans les contrats, la possibilité d'avoir une retraite correcte,... ce n'était pas par goût du luxe, mais par souci de survie. Et l'Union Européenne veut nous reprendre tout ça.

Ce n'est pas une crise, c'est une escroquerie

C'est une des plus grosses escroqueries jamais vues! Pour répondre à une crise des dettes publiques qui s'est construite d'abord sur une politique de cadeaux au patronat et ensuite sur le sauvetage par le public du secteur financier privé, les Etats membres doivent maintenant mendier de l'aide à un Fonds européen qui peut, en échange, exiger le démantèlement de l'Etat providence dans chaque pays. Le pire étant que le résultat ne garantit même pas la résolution de cette crise.

Si démocratiquement c'est incohérent et injuste, ça l'est économiquement aussi. Le cas de la Grèce ne restera pas un cas isolé. Alors qu'elle en est à son troisième plan de sauvetage, son déficit augmente aussi vite que la pauvreté dans sa population. Ces plans de sauvetage sont économiquement injustes parce qu'après que les marchés financiers aient été sauvés par les Etats dans des conditions plus que "amicales", la situation est maintenant inverse. Les banques se financent auprès de la Banque Centrale Européenne (BCE) à des taux dérisoires et peuvent ensuite tranquillement prêter aux Etats à des taux bien supérieurs (le taux de remboursement de la Grèce est de 25%!).

Ces plans sont aussi économiquement incohérents. Comment imaginer que les conditions qui sont imposées aux Etats



photos: Frédéric Lévêque

pour accéder aux financements européens afin de réduire leurs dettes puissent entraîner une "relance"? La réponse capitaliste froide et pragmatique face à une crise devrait être de renforcer les stabilisateurs sociaux pour empêcher les revenus de plonger, de recourir au chômage partiel pour diminuer le temps de travail et préserver une grande partie de l'emploi, etc. Ce ne serait certainement pas une réponse pleinement socialiste, mais ce serait en tout cas une réponse capitaliste classique pour que consommation et production se remettent en marche. Mais ici ce n'est pas le but.

Non, le but de toute cette manœuvre est de profiter de la crise pour faire de l'Europe une entreprise compétitive sur le marché mondial. Pour que l'Europe devienne compétitive face à des pays comme les Etats-Unis, où l'Etat providence est un mythe, ou face à la Chine, où la main d'œuvre est durement exploitée, il faut que nous retombions tout en bas. Cette gouvernance économique sert à provoquer une déflation massive dans toute l'Europe. Pour obtenir un marché du travail plus flexible, avec des salaires bas, des pensions basses, des services publics privatisés, un remaniement de l'enseignement et de la recherche pour qu'ils correspondent aux "besoins" des marchés.

Alors, pendant que le FESF, le FMI et la BCE profitent des besoins de financement des Etats européens pour blanchir les actifs douteux du secteur bancaire européen, c'est au final les travailleur/euses, les pensionné-e-s, les chômeurs/euses, les étudiant-e-s, ... qui paient (avec de gros intérêts) pour les erreurs de ce secteur.

Même si la Confédération Européenne des Syndicats dénonce cet état de fait et explique en long, en large et en détails pourquoi ce qui se passe est dangereux et injuste, on ne peut que s'inquiéter du manque de réactivité de l'ensemble des structures syndicales européennes. Alors même que les possibilités de négociations collectives, "core business" du syndicat, sont également menacées par les mesures européennes, les réactions ne dépassent pas les mobilisations "parades" des années précédentes. Et pourtant dans certains pays, la "base" ne manquerait pas pour aller vers des actions de grèves et d'immobilisation qui pourraient réellement faire pression et changer la donne.

Europa debe cambiar de base



Luchemos contra la Europa del capital y sus crisis

En Belgique, nous n'en sommes pas encore là, mais ce serait alors le rôle du syndicat de secouer les consciences de travailleurs et de mettre en évidence les horreurs que l'Union Européenne met en place et le rôle plus que douteux de nos gouvernements nationaux dans cette pièce.

La seule alternative: un plan d'urgence sociale et écologique au niveau Européen

Nous avons face à nous une bande d'imposteurs. Tout d'abord, si le véritable but était de mettre fin au chaos économique dans lequel nous nous trouvons, la première chose à faire ne serait pas de "rassurer" les marchés mais bien de les désarmer: arrêter de leur laisser la possibilité de spéculer sur les dettes publiques comme ils le font honteusement, alors qu'ils sont à l'origine de la crise de ces dettes. Les intermédiaires doivent être éliminés, il est inacceptable que l'argent de la BCE soit donné aux marchés (c'est-à-dire aux spéculateurs de tout poil) pour que ceux-ci se fassent un beurre monstrueux en prêtant aux Etats à des taux impossibles et tout ça en bradant les droits sociaux.

Ensuite, la défense des travailleurs/euses ne sera pas assurée par la CES qui a, lors de son 12e congrès, renouvelé son soutien à la construction européenne, tout en étant critique... Il n'est plus temps d'être critique. Il est temps de rompre. Et des directions syndicales qui, dans la situation d'urgence actuelle, ne se positionnent pas purement et simplement contre cette Europe, ne sont pas crédibles.

La seule alternative possible passera par une rupture avec cette Europe capitaliste et sa logique de mise en concurrence des travailleurs/euses. Il faut lui opposer une autre Europe, toute à construire, qui doit être le reflet des travailleurs/euses qui la composent. Seul un plan d'urgence sociale et écologique au niveau européen pourra réellement répondre à la crise. Un plan basé sur l'interdiction des licenciements, sur la réduction du temps de travail avec

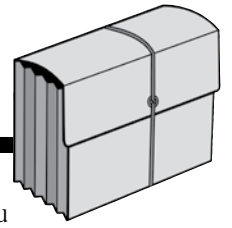


maintien du salaire et embauche compensatoire, sur la nationalisation des secteurs financiers et énergétiques et sur une réelle justice fiscale.

Ce qu'ils osent appeler "révolution silencieuse" ne se passera pas dans le calme. Une offensive contre les travailleurs/euses et la souveraineté des Etats de cette dimension aura forcément des conséquences de la même ampleur. Soit l'abattement des travailleurs sera complet et la destruction sociale sera sans précédent. Soit les explosions qui commencent un peu partout en Europe prennent le chemin des revendications sociales fortes et rejettent cette Union Européenne qui ne nous représente pas et qui vend nos vies aux marchés.

Mais face à une telle machine de guerre, seule une réaction coordonnée et massive pourra aboutir et pour que cela soit possible, le mouvement ouvrier doit réellement entrer dans la bataille, se positionner nettement contre cette politique et organiser la résistance. ■

Génération précaire



❖ par Guy Van Simoy

Il y a quelques semaines, le magazine *Références*, un magazine en ligne et édition papier spécialisé dans les offres d'emploi pour jeunes cadres dynamiques, a publié un long article: "A l'origine de la révolution égyptienne: un marché du travail bouché". On y apprend notamment que 75% des jeunes Egyptien-ne-s ont une formation supérieure, secondaire supérieure ou professionnelle supérieure.

Une jeunesse instruite combinée avec un chômage de masse ne peut conduire qu'à une situation explosive sur le plan social, concluait ce magazine qui consacre habituellement peu d'espace aux révoltes sociales. Et chez nous?

Génération mille euros

L'hebdo *Moustique* a publié, début mai, un dossier consacré à la génération des moins de 30 ans qui, en Europe, collectionnent les contrats précaires. Ils et elles ont en commun un diplôme ou un métier et une solide expérience de la débrouille.

Parmi les jeunes interviewé-e-s, l'une est traductrice et cherche un emploi stable après avoir collectionné les petits boulots pendant trois ans: un stage d'attente, un intérim de réceptionniste pendant deux mois, suivi de quelques mois de chômage, quelques intérim comme hôtesse d'accueil au Heysel pour le Salon des Vacances ou pour Batibouw, quelques cours particuliers, un boulot au noir dans l'horeca quelques

heures pas jour, y compris les week-ends. L'autre est informaticien et multiplie les stages et les contrats de quelques mois dans des petites boîtes qui font de la sous-traitance.

On les appelle la "génération des 800 euros" en Grèce, "generazione 1.000 euros" en Italie, les "milleuristas" en Espagne. 50 euros, puis 50 euros, puis encore 50 euros: c'est la course chaque mois pour rassembler l'argent du loyer et vivre au quotidien. Difficile de faire des projets dans ces conditions.

Une donnée universelle

La précarité de l'emploi chez les moins de 30 ans est aujourd'hui une donnée universelle. Aux Etats-Unis où chaque année de 7.000 à 8.000 étudiant-e-s effectuent un stage à temps plein chez Disney World, où ils composent plus de la moitié du personnel. Au Portugal où 296.000 travailleurs/euses cumulent deux emplois ou plus pour joindre les deux bouts. En Croatie où le taux de chômage atteint 30,7% chez les jeunes (35% chez les jeunes femmes) et où 30% des employeurs ne proposent que des "stages" en lieu et place de contrats. En Grande-Bretagne où la politique néolibérale initiée par Tony Blair de 1997 à 2007 a engendré un vaste "précarariat".

La précarité des conditions de travail chez les moins de 30 ans et l'atomisation de cette main-d'œuvre bon marché engendrent des difficultés majeures pour s'organiser dans les syndicats et se battre contre la surexploitation. Certes, il y a parfois des victoires partielles, comme celle remportée par

Keri Hudson, une des premières stagiaires au Royaume-Uni à avoir obtenu en justice la reconnaissance de son statut de salariée. Mais c'est une goutte d'eau dans l'océan.

De la surexploitation à la révolte

Le mouvement impétueux des "indigné-e-s" espagnol-e-s qui occupent massivement l'espace public depuis plusieurs semaines est la première manifestation de révolte globale impulsée par ces dizaines de milliers de jeunes précaires pour dénoncer la surexploitation. Il n'est pas exclu que ce mouvement fasse tache d'huile à l'échelle internationale car la situation générale des jeunes sur le marché de l'emploi est catastrophique.

Bien sûr, l'alliance entre cette lutte et celles de la masse des salarié-e-s qui ont un contrat et sont organisé-e-s dans des syndicats traditionnels dont les directions capitulent souvent, reste à concrétiser davantage. Mais le mouvement des "indigné-e-s" est d'ores et déjà un épisode marquant que les jeunes précaires sont en train de marquer dans la longue lutte des exploité-e-s de par le monde.

De la révolte à la révolution ?

N'oublions pas que l'étincelle qui a embrasé la Tunisie est partie du suicide par le feu d'un jeune précaire harcelé par la police et qui était réduit à vendre à la sauvette, dans la rue, pour échapper à la misère. Que cette étincelle a mis le feu une grande partie de la population excédée par l'arrogance d'un régime despotique et maffieux. Que la masse des travailleurs/euses organisé-e-s dans l'UGTT s'est révoltée contre ses propres dirigeants corrompus et a pris sa propre destinée en mains pour abattre le régime.

Bien sûr, il faut éviter les raccourcis simplistes. La surexploitation ne mène pas automatiquement à la révolte et celle-ci ne mène pas spontanément à la révolution. Et même lorsqu'elle éclate, la révolution ne mène pas nécessairement au renversement du capitalisme. Mais comme disait Lénine, une lutte de masse victorieuse pèse plus que dix tomes de théorie. De ce point de vue, cette jeunesse qui entre en révolte de par le monde vient d'ouvrir un nouvel épisode marquant de la lutte anticapitaliste. ■



L'Europe au carrefour

Entre résistance et populisme

✦ par Jean Peltier

Difficile d'avoir une vision claire des mouvements populaires et des luttes à l'échelle européenne tellement les contrastes restent marqués entre les pays. Mais des lignes de force apparaissent quand même.

Depuis un an et demi, l'économie mondiale connaît une reprise. Celle-ci est fragile (elle reste à la merci d'une rechute née d'une crise boursière, monétaire ou autre) et inégale (assez forte dans les pays émergents, elle est beaucoup plus lente aux USA, au Japon et en Europe). Mais elle a permis aux entreprises de relancer leur activité. Le nombre de faillites des grandes entreprises est en baisse, le chômage connaît une certaine décrue. Le résultat direct a été la diminution des conflits dans les entreprises.

Mais on est évidemment très loin d'une paix sociale. Parce que, pendant ce temps, les gouvernements ont fait donner la charge à coups de plans d'austérité. Aux quatre coins de l'Europe, le mot d'ordre est "Serrez la ceinture des services publics et des salaires." Et, comme jamais auparavant, la Commission et les institutions européennes cravachent les gouvernements qui ne vont pas vite assez à leur goût.

En réponse, le mouvement syndical a réagi. Selon la gravité des attaques et selon les traditions nationales. Mais partout, en conservant les vieilles méthodes de la "manifestation-pression" et de la "grève-endermier-recours." Résultat: quasiment tous les pays européens ont connu des mobilisations sociales plus fortes que dans les années – voire les décennies – précédentes. Mais partout, les directions syndicales ont réussi à garder ces mouvements sous contrôle. Par des moyens divers – de l'absence totale de mots d'ordre de poursuite de l'action (Irlande) à la répétition démobilisante de journées de grève accompagnées de manif-promenades (France) – elles n'ont jamais réussi – voire tenté – de construire un mouvement d'ensemble qui puisse s'élargir et s'approfondir. Résultat: malgré

la résistance, partout les plans d'austérité sont passés, même s'ils ont parfois du être retouchés et atténués.

Discrédit, abstention et populisme

Le découragement que crée une telle situation a évidemment trouvé une traduction sur le plan politique et électoral. Le discrédit frappe de plus en plus les partis, toutes "familles" confondues. En conséquence, l'abstentionnisme monte, particulièrement dans les couches populaires. Une partie grandissante de la population se trouve tellement peu représentée par le "monde politique" qu'elle ne prête plus intérêt à ce qu'elle voit comme un "cirque électoral." Et, la gauche traditionnelle – syndicale et politique – s'avérant incapable de fournir une alternative collective et mobilisante, c'est le repli sur soi qui l'emporte, dans un cocktail de nationalisme, de xénophobie et de demande "sécuritaire." C'est sur cette base qu'ont percé un peu partout ces dernières années des partis populistes de droite.

Ce serait pourtant une erreur de ne voir dans tout cela qu'une "droitisation" glaçante des sociétés en Europe. Tout d'abord, parce que le discrédit touche tous les partis traditionnels. Ce sont surtout les PS qui en ont fait les frais récemment (en Grande-Bretagne, en Espagne, au Portugal...), à la mesure de la déception des populations qui voyaient en eux des défenseurs et qui se sont fait flinguer dans le dos par une social-démocratie capitulant devant le FMI, l'UE et les marchés. Mais, si des élections avaient lieu demain, tout indique que les majorités de droite en Italie, en France et en Allemagne seraient, elles aussi, largement battues. En fait, la seule chose qui est incontestable aujourd'hui, c'est le vote-sanction contre les partis au pouvoir et la volatilité des situations.

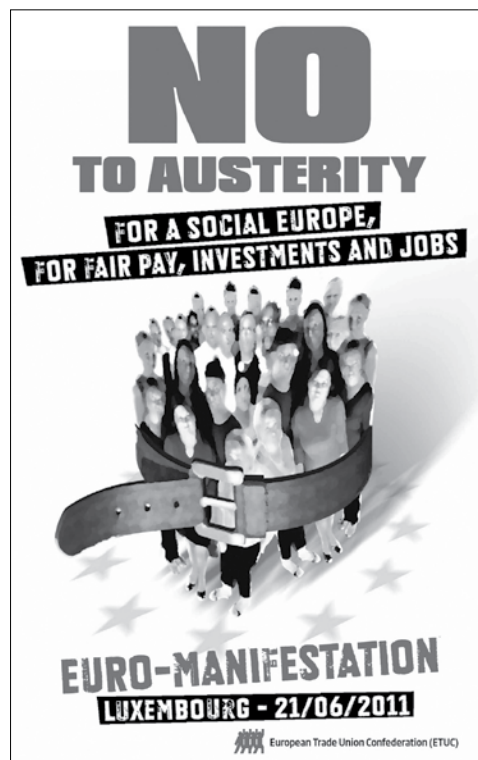
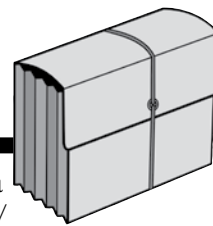
Des référendums et des Indignés

L'incapacité des syndicats et des partis de gauche traditionnels à défendre ceux qui leur faisaient confiance pèse sur le moral

et la combativité de la classe des travailleurs/euses. Mais elle a contribué à

l'affirmation de nouvelles réactions hors des entreprises et des syndicats. C'est le cas des mobilisations populaires au travers de referendums (en Islande contre le remboursement des banques étrangères, en Slovaquie contre le report de deux ans de l'âge de la pension, en Italie contre la privatisation de l'eau, le retour au nucléaire et l'immunité de Berlusconi...) C'est aussi le cas de l'explosion de colère de la jeunesse diplômée au chômage qui, après avoir été la force d'impulsion des révolutions arabes, a "réveillé" l'Espagne et le Portugal et relancé la mobilisation en Grèce.

Ce renouveau du mouvement social – s'il débouche sur une convergence entre jeunesse en colère et mobilisations syndicales des travailleurs – peut changer la donne et permettre une remobilisation sociale et politique générale en Europe. La gauche anticapitaliste a aujourd'hui à la fois une responsabilité et des possibilités énormes dans ce combat. ■



Etat espagnol

Une "indignation mobilisée"



✦ par Ataulfo Riera

Le mouvement des "Indigné-e-s" (ou Mouvement du 15 Mai) dans l'Etat espagnol représente un événement majeur dans la situation politique et sociale, non seulement en Espagne, mais dans toute l'Europe, comme on a pu le voir avec son effet de contagion en Grèce ou avec les actions de soutien à son égard, qui ont eu lieu un partout.

Il montre que la situation actuelle ne se caractérise pas seulement par la passivité, l'individualisme, le racisme et la démoralisation du monde du travail. Ces tendances sont certes dominantes aujourd'hui, et très inquiétantes, mais des tournants brusques sont possibles.

Des attaques terribles

Les caractéristiques du Mouvement du 15 Mai sont bien entendu déterminées par le contexte national et international. L'Etat espagnol a été frappé de plein fouet par la crise du capitalisme. Le taux de chômage dépasse les 20% et touche près de 43% des jeunes. La politique est dominée par la fausse alternance entre la social-démocratie du PSOE et la droite réactionnaire du Parti Populaire (PP). Le régime institutionnel espagnol repose sur une "transition démocratique" faussée – à commencer par l'installation en 1975 d'un monarque désigné par le dictateur Franco lui-même – qui n'a jamais jugé ni puni les crimes de la dictature franquiste, ni rendu pleinement justice à ses victimes.

La caste politique, éclaboussée par de multiples scandales de corruption, se plie servilement aux intérêts du patronat, des banques et des institutions capitalistes internationales telles que l'Union européenne ou le FMI. Les mesures d'austérité dans l'Etat espagnol, destinées à faire payer la crise aux travailleurs/euses, ont été parmi les plus dures en Europe: réforme du code du travail qui facilite les licenciements et vide de tout contenu les conventions collectives; recul de l'âge de la retraite à 67 ans; suppressions d'indemnités de chômage et d'aides sociales; réduction drastique des dépenses publiques, notamment dans l'enseignement et la santé; privatisations de services et d'entreprises publiques...

Les syndicats dans l'Etat espagnol sont profondément affaiblis depuis des années par la politique de cogestion de leurs directions bureaucratiques, qui ont transformé les organisations de travailleurs/euses en prestataires de services aux affilié-e-s. En riposte à la violente offensive d'austérité pilotée par le gouvernement du "socialiste" Zapatero, les syndicats ont pourtant appelé à une grève de 24 heures, le 29 septembre dernier. Le succès considérable de cette action a montré la possibilité pour le mouvement ouvrier de renouer avec une stratégie de lutte basée sur la mobilisation des travailleurs/euses, et de commencer ainsi à changer les rapports de forces.

Mais les appareils des syndicats CCOO et UGT n'en ont pas voulu. Ils ont préféré la concertation, au terme de laquelle les

mesures anti-sociales du gouvernement sont passées, moyennant quelques modifications insignifiantes. Cette trahison a profondément démoralisé les travailleurs/euses et les syndicalistes de base et renforcé le sentiment de peur, de résignation et de fatalisme. Pendant de longs mois, la situation sociale espagnole a été caractérisée par l'absence de mobilisations de masse.

La trajectoire du M15

C'est dans ce panorama que le Mouvement du 15 Mai (M15) a surgi de manière soudaine et spectaculaire, en plein dans la campagne électorale pour les régionales et les municipales du 22 mai. Il a été préparé par une première initiative qui a rassemblée plus 6.000 jeunes le 7 avril à Madrid à l'appel de la plateforme "Juventud sin Futuro". Constituée de jeunes et d'étudiant-e-s qui, après s'être investi-e-s de façon militante dans le soutien à la grève du 29 septembre et avoir été frappé-e-s de plein fouet par les effets de la crise, se sentaient particulièrement trahi-e-s par la capitulation des bureaucraties syndicales. Leur slogan phare était "Sans boulot, sans maison, sans pension... sans peur!"

Le 15 mai, à l'appel d'une autre plateforme, "Democracia Real Ya" ("Une démocratie réelle maintenant", DRY), 130.000 personnes ont manifesté leur "indignation" dans les rues de plus de 50 villes de l'Etat espagnol contre la crise, les banques, la dictature des marchés, la précarité (chômage, logement...), la corruption politique et l'austérité.



photo: www.flickr.com/photos/arribalasqueluchan/5733426837



Les jours suivants, des centaines, puis plusieurs milliers d'autres ont continué à se rassembler et à occuper en permanence (malgré les interdictions des autorités) les principales places de plusieurs dizaines de villes. Sur ces places, des assemblées populaires et des commissions de travail en tout genre ont développé un intense et extraordinaire processus d'auto-organisation horizontale. Quoique non exempt de limitations ou de contradictions, ces occupations ont su renouer avec les meilleures traditions autogestionnaires du mouvement ouvrier espagnol.

Les campements et les occupations des places ont pu durer pendant plusieurs semaines malgré les tentatives de répression, avant de céder la place à d'autres formes de mobilisations: assemblées populaires de quartiers, blocages ou actions devant les institutions politiques, occupations de sièges patronaux ou de banques, mobilisations de voisins contre les tentatives d'expulsion de logements hypothéqués... Des liens concrets avec les luttes des salarié-e-s ont également commencé à se dessiner, notamment avec le soutien apporté aux travailleurs/euses en lutte du secteur de la santé en Catalogne.

Un peu plus d'un mois après sa naissance, le Mouvement du 15 Mai a de nouveau démontré toute sa force lors des manifestations du 19 juin contre le "Pacte de l'euro-plus" et pour affirmer "Nous ne paierons la crise!" 100.000 personnes à Madrid, 150.000 à Barcelone, des dizaines de milliers d'autres dans des dizaines d'autres et localités dans tout le pays...

Ce résultat spectaculaire démontre non seulement l'enracinement et la popularité croissants du M15, mais aussi sa capacité à s'élargir, à faire converger de nouveaux secteurs sociaux. Et tout cela en dépit d'une campagne calomnieuse et hystérique lancée à son encontre par les médias et les partis traditionnels, à partir des actions contre le Parlement catalan à Barcelone du 15 juin. Ce jour là, à l'occasion de la discussion d'un budget régional d'austérité, une action de désobéissance civile de blocage (qualifiée sans rire "d'attaque anti-démocratique") a rassemblé plus de 3.000 personnes et forcé les élus à entrer dans le bâtiment en hélicoptères ou en fourgons de la police!

Le succès massif et combatif du 19 juin s'explique essentiellement par l'entrée dans la lutte de nouveaux secteurs sociaux. A côté de ceux du début (jeunes diplômés précaires, petite bourgeoisie urbaine touchée par la crise, jeunesse étudiante...) se sont massivement ajoutés des travailleurs (en tant que "citoyens" et non encore en tant que classe consciente) via la mobilisation des assemblées populaires de voisins des quartiers ouvriers et immigrés. Le mouvement a ainsi gagné tout autant en massivité qu'en radicalité: de nombreux rassemblements du 19 juin, dont celui de Madrid, se sont prononcés pour la tenue d'un référendum, pour de nouvelles mobilisations au mois de juillet et, surtout, pour une grève générale.

Caractéristiques et défis

Par sa massivité et ses modes d'action, le Mouvement du 15 Mai a commencé à changer les rapports de forces en faveur des travailleurs/euses, en brisant la peur et la passivité face à la crise, le repli sur soi ou sur les solutions individuelles. Il permet aux travailleurs/euses de reprendre confiance en leur force collective, en leur capacité à s'organiser et à lutter pour changer les choses.

Comme l'explique notre camarade Jaime Pastor, le moteur de "l'indignation", "c'est la perception de l'injustice que suppose la réponse donnée par les grands partis à la crise systémique – financière, économique, sociale... – par ceux qui considèrent la "classe politique" comme étant corrompue et au service des grands pouvoirs économiques. Les gens voient que l'on fait payer la facture de la crise par ceux qui ne l'ont pas provoquée

(...). Les gens pensent que cette démocratie s'est peu à peu vidée de sa substance et que les grandes décisions se prennent hors des parlements et des institutions représentatives."

Il est évident que ce mouvement s'est nourri des exemples donnés par les résistances à l'austérité ailleurs en Europe: Islande, Grèce... Bien que les situations ne soient pas comparables et qu'on ne puisse pas parler à ce jour de "révolution espagnole", ce n'est pas par hasard si le mouvement du 15 Mai reproduit également une série de traits des révolutions dans le monde arabo-musulman: utilisation des médias sociaux, rôle "d'avant-garde tactique" joué par la jeunesse – particulièrement la jeunesse précarisée et les jeunes diplômés au chômage –, revendications à la fois démocratiques ("Ils l'appellent démocratie, mais ce n'est pas vrai") et sociales, soit de récupérer la "dignité" individuelle par l'action collective...

Si le mouvement ne se limite certainement plus aujourd'hui à un phénomène "générationnel", ce n'est pas par hasard, comme on a pu le constater à maintes reprises dans l'histoire, si c'est la jeunesse qui a commencé à mettre le feu aux poudres par sa mobilisation, entraînant dans son sillage d'autres couches sociales. Qu'elle soit constituée d'étudiant-e-s, de travailleurs/euses précaires ou de jeunes diplômé-e-s au chômage, c'est elle qui subit de plein fouet les politiques d'austérité et c'est précisément cette situation qui la rend la plus sensible à la crise du sens de l'existence capitaliste.

Un énorme potentiel révolutionnaire s'accumule ainsi dans un système dont la crise démultiplie les effets ravageurs (montée des inégalités, des injustices, règne de la marchande généralisée...) La résistance collective devient le principal refuge de la dignité humaine ("Nous ne sommes pas des marchandises aux mains des politiciens et des banquiers"), de relations humaines authentiquement solidaires et d'une forme de démocratie réelle. Voilà ce qui explique le rayonnement du Mouvement du 15 Mai et la force d'attraction des campements improvisés et autogérés sur des espaces publics reconquis.

Si le mouvement a d'ores et déjà surmonté une série de pièges et s'est qualitativement et quantitativement élargi, il a devant lui deux défis étroitement liés: mettre concrètement en échec les politiques anti-sociales et porter "l'indignation" et l'auto-organisation démocratique des luttes au coeur des entreprises, mais aussi dans des organisations syndicales sclérosées par la bureaucratie, afin de gagner l'ensemble du mouvement ouvrier à sa cause. ■

Slovénie

Victoire de l'opposition à l'allongement de l'âge de la pension

✦ par Lucien Perpète

Lors du référendum du 5 juin, 72 % des votant-e-s slovènes ont rejeté le projet de loi du gouvernement du Premier ministre social-démocrate Borut Pahor, qui visait à reculer l'âge de la retraite à 65 ans. La participation au référendum a été relativement élevée avec 41 % des électeurs/trices, ce qui est révélateur de l'opposition de la population vis-à-vis de la politique d'un gouvernement social-libéral inspiré par l'Union européenne et le FMI.

La réforme de la loi des pensions rejetée par les Slovènes prévoyait, outre l'allongement de l'âge de la retraite, une réduction des allocations par la modification du calcul des années de cotisation. Comme ailleurs, cette réforme a été impulsée sous les auspices du Conseil européen, qui a "invité" les Etats membres à réformer leurs systèmes publics de pension conformément à la doctrine néolibérale.

La crise capitaliste a également frappé la Slovénie, où le taux de chômage et la dette publique ont pratiquement doublés depuis 2008. Pour 2011, les pronostics donnent une inflation de 2,6%, un taux de chômage de 8,2%, une croissance de 1,9% et une dette publique à 43% du PIB. Des chiffres, malgré tout, qui feraient pâlir d'envie d'autres Etats membres.

Prétexte avancé pour justifier la réforme des pensions: les prétendues "conséquences catastrophiques" du vieillissement de la population, dont le coût estimé par les "experts" dans le PIB passerait de 11% en 2010 à 20% en... 2060.

Ces "experts" gouvernementaux et autres technocrates européens sont incapables de résoudre la crise économique actuelle, mais ils se montrent par contre très préoccupés par la situation des pensions en 2060. Une

manière comme une autre d'occulter le fait qu'aujourd'hui des millions de retraités (et surtout de retraitées) en Europe survivent avec des pensions inférieures au seuil de pauvreté.

La campagne contre le projet de loi a été initiée par l'importante confédération des syndicats libres de Slovénie (ZSSS) et a été animée de façon combative par son président Dušan Semolic.

Les élites locales et les institutions capitalistes internationales ont pratiqué leurs chantages habituels. Ainsi, le président de la Banque centrale slovène avait menacé: "Un "non" à la réforme pourrait mettre en péril les notes de crédit de la Slovénie". Rien n'y a fait, la population, bien informée par la campagne syndicale, n'étant pas dupe des enjeux réels.

Cette déroute de la politique néolibérale que l'Union Européenne essaye d'imposer aux populations avec la complicité des gouvernements nationaux a été possible parce que la constitution slovène permet, dans des conditions assez strictes, de recourir aux referendums pour approuver ou rejeter les lois adoptées par le parlement.

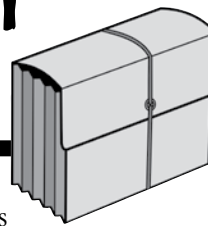
Au moment où les systèmes de démocratie représentative entrent en conflit avec les intérêts les plus immédiats des peuples, cette victoire démontre qu'en temps de crise le parlementarisme classique peut être grippé afin de répondre aux besoins de justice sociale les plus élémentaires. ■



Dušan Semolic

Grèce

"Qu'ils s'en aillent tous!"



par Georges Kopp

Dans la foulée du mouvement des "Indigné-e-s" espagnol, la Grèce est, depuis le 25 mai, le théâtre d'une mobilisation populaire d'une ampleur sans précédent, avec des occupations, des assemblées populaires et des rassemblements réguliers de milliers de personnes sur les places publiques dans tout le pays.

Le 29 mai, ce sont près de 100.000 personnes qui ont manifesté sur la désormais célèbre Place Syntagma (Constitution) à Athènes, en face du Parlement. Le mardi 31 mai au soir, 50.000 manifestant-e-s se sont à nouveau réunis dans la "Puerta del Sol grecque" et ont empêché pendant plusieurs heures la sortie des députés qui se trouvaient à l'intérieur du Parlement. Le 5 juin, ils étaient encore plus nombreux et la grève du secteur public du 15 juin a été largement suivie et s'est accompagnée de manifestations massives dans les principales villes.

Echec des politiques d'ajustement...

Cette mobilisation populaire a éclaté au moment où le gouvernement tentait de parvenir à un accord avec la "Troïka" afin de débloquer une cinquième tranche "d'aide" de 12 milliards d'euros. En 2010, la Grèce avait été forcée de demander l'aide de la "Troïka" et a obtenu un prêt de 110 milliards d'euros, étalé dans le temps en échange d'un plan d'austérité colossal.

Ce dernier a évidemment provoqué un "bain de sang social" en supprimant des milliers d'emplois publics, en réduisant les pensions, les allocations sociales et les salaires, en privatisant à tout va et en réduisant le niveau de vie et les droits sociaux des travailleurs/euses grec-que-s. En 2010, la population a vu ses revenus baisser de 9% et le taux de chômage officiel est passé de 9% en 2009 à plus de 13% en 2011. En dépit (ou plutôt à cause) de tous ces "sacrifices", l'économie est au plus mal, le déficit public est de 10,5% et la dette publique s'élèvera à 166% du PIB en 2012. En clair, leur "remède" s'est révélé pire que le "mal"!

La mécanique bien huilée du chantage, des menaces et des discours sur les "sacrifices

nécessaires et inévitables" demandés "à tous" ne fonctionne donc plus. Les gens ont réalisé que les raisons de la crise de la dette ne résident pas dans les salaires des fonctionnaires ou dans les dépenses sociales, mais bien dans le sauvetage des banques, les cadeaux fiscaux au patronat, les travaux inutiles, les dépenses militaires très élevées et dans les mécanismes imposés par l'UE.

dications centrales: mettre fin à toutes les politiques d'austérité et de privatisations dictées par l'UE et le FMI, refus de payer la dette, etc. Politiquement, ce mouvement est unifié autour d'une demande simple et radicale: "Qu'ils s'en aillent tous, maintenant!" La gauche radicale et anticapitaliste, bien présente dans ces mobilisations malgré ses



... et faillite des directions syndicales

La Grèce a connu une flopée de "grèves générales" depuis 2010. Mais aucune n'a pu, jusqu'à présent, stopper l'offensive d'austérité car il s'agissait en réalité d'arrêts de travail généralisés, décidés et organisés bureaucratiquement d'en haut par les sommets syndicaux. La bureaucratie syndicale n'a aucune volonté de mener une lutte déterminée, jusqu'au bout, au risque de renverser un gouvernement social-démocrate du PASOK qu'elle voit comme un "moindre mal".

Mais, après un an d'austérité brutale, quand le gouvernement de Papandréou a déclaré sans honte que les mesures précédentes n'avaient pas apporté les résultats attendus et que d'autres devaient être prises, la colère sociale a explosé. Les rassemblements et les assemblées de masse des "Indigné-e-s" fonctionnent ainsi comme un débouché pour cette colère et pour la frustration accumulées depuis plus d'un an face à l'incapacité des directions syndicales à s'opposer de manière sérieuse à la régression sociale.

Le mouvement a une série de reven-

divisions sectaires et la méfiance ou le rejet envers toute forme d'organisation politique, dispose ainsi d'un terrain propice pour populariser un programme de revendications transitoires.

Vers un affrontement décisif

La question du pouvoir et d'un système politique et social alternatif ne se présente donc plus comme une question abstraite pour beaucoup de gens en Grèce, même si le plus urgent est d'obtenir au moins une victoire concrète, en empêchant en tout premier lieu l'adoption du nouveau plan "d'aide" avec ses nouvelles mesures de régression sociale.

Jusqu'à présent, le mouvement a déjà mis sérieusement en difficulté le gouvernement et provoqué des fissures dans le PASOK. Mais, s'il s'amplifie encore et que s'opère une jonction étroite avec un mouvement ouvrier qui déborde ses directions en imposant une grève générale reconductible, le gouvernement sera paralysé et devra démissionner face au risque d'une révolte sociale pure et simple. Un tel scénario ouvrirait la voie à des changements sociaux et politiques de plus grande ampleur, avec des répercussions en chaîne dans toute l'Europe! ■

www.flickr.com/photos/odyssseagr/5783474040

Milquet et l'emploi

Une politique néolibérale à la sauce humaniste

✦ par Guy Van Sinoy

Depuis mars 2008, Joëlle Milquet est ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances. Et avec Joëlle sur la passerelle, il n'a pas fallu longtemps avant que son département tire ses premières salves contre les chômeurs et les travailleurs.

La contractualisation généralisée des chômeurs

Le 11 avril 2008, Joëlle Milquet présentait une note au Conseil des ministres relative à un nouveau plan d'activation des chômeurs. Alors que dans la réglementation précédente la contractualisation ne frappait que les chômeurs et chômeuses qui avaient une évaluation négative lors de leur premier entretien, la nouvelle formule est imposée à tous et à toutes dès les premiers mois de chômage (selon des tranches d'âge).

Les jeunes sortis de l'école sans emploi et qui commencent leur stage d'attente sont ainsi contractualisés avant d'avoir touché leurs premières allocations! Avec la contractualisation, le droit aux allocations de chômage auquel a droit tout travailleur "privé de sa rémunération indépendamment de sa volonté" cesse d'être un droit puisque le paiement des allocations de chômage devient subordonné au respect d'un contrat que l'ONEM fait signer (le plus souvent, une obligation de solliciter un emploi auprès d'un certain nombre d'employeurs qui, d'ailleurs, ne proposent pas le moindre emploi).

Contrairement à ce que beaucoup pensent, cette aggravation de la chasse aux chômeurs ne vise pas, en premier lieu, à faire des économies dans les dépenses publiques car les chômeurs exclus se tourneront vers les CPAS. Elle vise avant tout à terroriser les chômeurs et leur faire accepter n'importe quelles conditions de travail (flexible, insalubre, mal payé, intermittent) et accessoirement à faire baisser les statistiques de chômage. Cette politique de pression sur les chômeurs sert à faire pression sur les salaires car, pour

maintenir des bas salaires, les patrons ont besoin d'un volant important de chômeurs prêts à accepter n'importe quoi.

"Bonus" à l'emploi pour les petits salaires

A partir d'octobre 2008, Joëlle Milquet a fait appliquer un "bonus" à l'emploi pour les bas salaires. "Bonus", me direz-vous, "ça ne peut qu'avoir du bon et c'est toujours ça de pris!". Pas du tout! En fait, les salariés payés au salaire minimum interprofessionnel (1.335,78€ brut par mois en mai 2008) reçoivent un supplément de 143€, sans augmentation de salaire. C'est-à-dire qu'il ne s'agit pas d'une prime ou d'un supplément de salaire, mais d'une diminution des cotisations sociales à la sécurité sociale. Autrement dit, Milquet pique dans les caisses de la sécurité sociale pour donner une "dringuelle" aux petits salaires en leur faisant croire qu'il s'agit d'une augmentation de salaire! Et cela ne crée pas le moindre emploi!

Nouveaux cadeaux aux employeurs

En janvier 2010, de nouvelles mesures sont appliquées aux employeurs qui engagent

des jeunes dans le cadre du plan ACTIVA: une partie du salaire est carrément prise en charge par l'ONEM (1.100 euros par mois, pendant 24 mois, par chômeur de moins de 26 ans engagé et qui n'a pas un diplôme secondaire supérieur. De plus, les cotisations sociales à la sécurité sociale sont baissées de 1.000 euros par trimestre, par jeune de moins de 26 ans engagé! Prenons un exemple pour bien comprendre. Si un employeur engage un jeune de moins de 26 ans sans diplôme du secondaire, à un salaire mensuel de 1.800 euros brut, combien devra-t-il payer? C'est simple: 1.800 euros brut, cela correspond à 1.282,40 euros net. Cet employeur peut déduire 1.100 euros du salaire net équivalent à l'allocation versée au jeune. L'employeur ne paiera donc que 182,40 euros net par mois au jeune engagé, et ce pendant 24 mois! A ce prix là, engager des jeunes, cela coûte bien moins cher au patron qu'une délocalisation au Vietnam!



Joëlle Milquet

Y a-t-il une vie après l'AIP ?

✦ par Guy Van Sinoy

Le projet d'accord interprofessionnel 2011-2012, majoritairement rejeté par les organisations syndicales – parce qu'il contenait notamment un rabotage de la durée des préavis pour les appointés et une norme salariale correspondant quasiment à un blocage des salaires (maximum 0,3% d'augmentation du coût salarial en 2012, hors index) – a finalement été imposé par le gouvernement en affaires courantes.

Comment la situation dans les secteurs et dans les entreprises où se négocient des accords a-t-elle été vécue ?

L'AIP imposé par le gouvernement a, dans l'ensemble, verrouillé les négociations dans les secteurs et les entreprises. Malgré tout, un certain nombre de conventions ont été signées incluant un dépassement de la norme dans certains secteurs ou entreprises à la fois florissants et syndicalement forts.

Ainsi, chez Evonik Degussa (dans la chimie, à Anvers), malgré la norme salariale imposée par l'AIP et l'accord sectoriel dans le secteur de la chimie, l'accord d'entreprise inclut une hausse de salaire de 1,2% en 2011 et de 1,8% en 2012.

Ailleurs, des délégations syndicales – en mobilisant le personnel et souvent en s'appuyant sur la menace de préavis de grève – ont réussi à "compléter" la norme salariale par d'autres avantages (frais de déplacement, éco-chèques, assurance hospitalisation, etc.) ou par l'amélioration du statut des ouvriers (préavis, jour de carence).

On peut donc dire que l'action directe des travailleurs a parfois permis de débloquer la situation. Mais, globalement, les travailleurs paient très cher le refus des directions syndicales de mener un vrai combat contre l'AIP. ■



Rappelons quand même que l'argent de la sécurité sociale, alimenté par les cotisations sociales, c'est l'argent des travailleurs qui doit normalement servir à payer les pensions, les indemnités de maladie-invalidité, les allocations familiales, les indemnités de chômage et les congés payés. Mais cela ne peut en aucun cas servir à payer les salaires. Sinon, cela s'appelle du vol pur et simple.

Le chômage économique pour les employés

En janvier 2009, l'encre de l'accord interprofessionnel 2009-2010 n'était pas encore sèche que la FEB lançait une nouvelle revendication: instaurer le chômage partiel pour raisons économiques chez les employés. Jusqu'à présent, cette mesure n'était possible que pour les ouvriers. Malgré les protestations des organisations syndicales, la ministre Milquet s'est pliée aux exigences du monde patronal et a instauré la mesure, d'abord "à l'essai" pour une période déterminée, avant de la rendre définitive dans le cadre de l'accord interprofessionnel 2011-2012. C'est sans doute sa façon de concevoir l'harmonisation des statuts ouvriers-employés: en alignant le tout par le bas !

Bien entendu, cette mesure a été habillée d'un discours fallacieux sur "la nécessité de sauver des emplois en période de crise". Avec une explication de ce type, on pourrait tout aussi bien proposer de diminuer les salaires de moitié pour "sauver l'emploi". Il s'agit en réalité d'une mesure qui permet de rendre plus flexible l'emploi des appointés tout en faisant supporter le coût par la sécurité sociale.

L'extension du travail étudiant

Jusqu'à présent, les étudiants pouvaient travailler comme salariés pendant au maximum 23 jours pendant le troisième trimestre (de juillet à septembre inclus) et 23 autres jours pendant le restant de l'année. Pendant ces deux fois 23 jours maximum, les employeurs payaient des cotisations sociales extrêmement réduites. Ainsi, les étudiants qui travaillaient pendant les mois d'été étaient mis en concurrence avec les autres travailleurs. Quiconque a déjà travaillé comme intérimaire sait très bien qu'en été il est difficile de trouver une "mission" (c'est comme ça qu'on dit dans les boîtes d'intérim) car les étudiants passent avant tout le monde puisqu'ils ne coûtent quasi rien en cotisations sociales.

Désormais, à partir de janvier 2012, les étudiants pourront travailler 50 jours par an. De plus, la durée de leur contrat,

qui était limitée à 6 mois, pourra désormais être portée à un an. On voit tout de suite l'avantage qu'en tireront les grandes surfaces qui pourront désormais, par exemple, employer des étudiants pendant un an, le samedi jour de grande affluence des clients. Et bien entendu sous le régime des cotisations sociales symboliques.

Prétendre qu'il s'agit d'une mesure sociale destinée à permettre aux étudiants, qui en ont besoin, de travailler plus longtemps est de la vaste blague. Si l'on voulait vraiment prendre des mesures sociales en faveur des étudiants qui peinent à joindre les deux bouts, on instaurerait un régime de bourses d'études permettant de vivre décemment.

Un détricotage continu des acquis sociaux

On le voit, la politique menée par Milquet au Département de l'Emploi consiste à détricoter progressivement la réglementation du travail, jugée trop rigide, pour imposer plus de flexibilité et une baisse du coût salarial. A chaque fois, on vise des groupes de travailleurs isolés les uns des autres: les chômeurs, les jeunes de moins de 26 ans, les bas salaires, les étudiants qui travaillent. Et la riposte n'est donc pas facile à organiser.

Les seules mesures qui ont touché globalement un groupe de travailleurs sont l'extension du chômage économique aux employés et la diminution de la durée de leurs préavis. Cette fois, les employés et leurs centrales syndicales (SETCa, CNE, LBC, CGSLB) se sont opposées à ces mesures. Mais le rabotage de la durée des préavis est passé globalement avec l'accord interprofessionnel imposé par le gouvernement en affaires courantes.

Et demain ?

Le plan d'austérité qu'on nous promet se traduira par une attaque brutale contre les conquêtes sociales. Joëlle Milquet qui a détricoté sournoisement des acquis sociaux depuis quelques années, aura-t-elle le bon profil lorsqu'il s'agira de mener des attaques néolibérales dures? Le fouillis inextricable des négociations pour la formation d'un nouveau gouvernement ne permet pas de le prédire. Mais une chose est certaine: le CDH pèse aujourd'hui relativement peu et le profil humaniste de sa présidente sera un handicap pour mener des attaques à la hache.

Si la bourgeoisie estime qu'il faut un autre casting pour mener des attaques dures, elle n'hésitera pas une seconde avant de chasser Milquet d'un coup de pied. Quelle ingratitude! ■

Les enseignants en ont marre d'en saigner!

❖ par Jean Peltier

L'enseignement a connu le 5 mai une journée de mobilisation d'une ampleur inédite depuis quinze ans, à la mesure de l'attaque portée contre la DPPR, le système de prépension propre à l'enseignement. Cette mobilisation n'a pourtant pas suffi à faire reculer le gouvernement francophone. Une reprise de la mobilisation à la rentrée est donc indispensable... mais elle est loin d'être acquise si l'initiative reste dans les mains des directions syndicales.

Petit flashback sur ce printemps mouvementé. À l'automne devaient commencer les négociations entre la Communauté française et les syndicats pour le nouvel accord social 2011-2012. Mais la ministre Simonet traîne, reporte et postpose. Les directions syndicales s'énervent... mais n'organisent aucune action sérieuse, "puisque on ne sait pas ce que veut la ministre". Pourtant, cela n'a rien de difficile à imaginer. Partout, dans tous les secteurs, en Belgique et ailleurs, tous les gouvernements essaient d'imposer le report de l'âge de la (pré)pension et le blocage des salaires. Pas trop dur donc de deviner dans quel sens iront les projets de la ministre.

Et effectivement, en avril, un projet

d'"accord" arrive finalement sur la table. S'il accorde une légère augmentation salariale, via la prime de fin d'année (120 € brut en 2011, 200 en 2012), il s'en prend surtout à la DPPR - Disponibilité Précédant la Pension de Retraite - qui est le système de prépension propre à l'enseignement. Depuis 1996, celle-ci permet aux enseignants qui le souhaitent de partir en prépension dès 55 ans. L'"accord social" impose le report de l'âge de la DPPR à temps plein de 55 à 58 ans et crée un système de DPPR à temps partiel entre 55 et 58 ans. Il faut savoir que les DPPR à 55 ans à temps plein n'ont rien d'un cadeau. Elles ont été obtenues il y a quinze ans en "compensation" de la suppression de milliers d'emplois. Elles ne sont pas non plus un luxe. À 55 ans, la plupart des enseignants (en particulier ceux du maternel et du primaire) sont épuisés tellement les conditions de travail se sont dégradées.

Un magnifique succès...

À la base, dans les écoles et les assemblées, c'est la colère. Sous la pression, les syndicats rejettent officiellement l'accord et appellent pour le jeudi 5 mai à une journée de grève, tous réseaux et tous niveaux confondus - la première grève générale dans l'enseignement depuis... 1996 - et à une manif communautaire à Liège.

Cette journée est un succès sur tous les tableaux: la mobilisation est massive, dans tous les réseaux, à tous les niveaux et dans toutes les provinces. Les syndicats estiment que 1 enseignant sur 2 a fait grève et qu'il y a 12.000 manifestants dans les rues de Liège (près de 1 enseignant sur 10!) Dans cette mobilisation tous azimuts, deux faits sont particulièrement remarquables. Le premier est la forte participation des instituteurs et institutrices, beaucoup plus présent-e-s que lors des précédents mouvements. Comme l'explique Charles Malisoux, un militant CSC, "Les choses changent au primaire. Avant, le pouvoir organisateur (PO) tenait sa petite communauté. Aujourd'hui, les pressions et le chantage ne suffisent plus. Les instituteurs se sentent des travailleurs comme les autres"¹. L'autre fait important, c'est la grande mobilisation des jeunes profs. Jean-Pol Blockx, enseignant du secondaire libre à Liège, en témoigne: "Nous avons beaucoup de jeunes professeurs qui n'avaient pas du tout la culture de la grève. Il a fallu expliquer à la moitié de la salle des profs ce que c'est une grève!"².

Les revendications les plus présentes sur les pancartes tournent autour du maintien du système de "prépension" des enseignants (les fameuses DPPR) et de l'exigence de vraies augmentations salariales. Mais elles



photo: A. Riera

vont bien au-delà. C'est tout le malaise de la condition des profs qui explose dans cette manif, l'incompréhension, la colère, avec quand même une bonne dose d'humour. 50% des nouveaux profs quittent l'enseignement au cours des huit premières années de carrière. Et tous vivent très mal le fait que cela ne soit pas compris. *"Je suis prof. C'est-à-dire fainéant, je-m'en-foutiste, gréviste, incompetent, toujours bien payé. Défoulez-vous !" Ou (un peu) moins désespéré, mais plus direct "Si c'est si cool, viens me remplacer".*

...galvaudé par les directions syndicales

Au soir de la manif, Simonet reconnaît l'ampleur de la mobilisation mais n'ouvre cependant aucune porte pour une négociation sur les salaires et les DPPR. Malgré cela, Eugène Ernst, le n°1 de la CSC-Enseignement, annonce que les nouvelles actions seront *"étalées dans le temps"*, *"plus ciblées"* et *"sans doute pas aussi dures que la grève"*. Traduction: quelques actions symboliques. Comme si on pouvait construire un meilleur rapport de forces en organisant la désescalade après la première action!

Du côté gouvernemental, le double message est compris: 12.000 manifestants, c'est beaucoup – mais les syndicats ne veulent pas engager le bras de fer. Les conditions sont réunies pour ouvrir une négociation qui calmera le jeu mais ne portera sur des aménagements de détail sans toucher à l'essentiel.

En refusant de mettre une pression maximum sur le gouvernement – par exemple en organisant rapidement des grèves et manifestations tournantes par province – les responsables du Front Commun laissent donc l'initiative et la conduite des affaires au gouvernement.

Les discussions durent trois semaines. Un nouvel accord est alors signé avec la bénédiction des directions syndicales. La prime de fin d'année est très légèrement augmentée (gain réel: 2 euros net par mois!) et une très petite partie des profs bénéficie d'un aménagement ponctuel du passage en DPPR à temps partiel. Des promesses sont également faites pour négocier dans les prochains mois la fixation d'un nombre maximum d'élèves par classe et l'amélioration des conditions de travail. Aux yeux des directions syndicales, c'est suffisant pour crier à la victoire. Dans les assemblées régionales, le son de cloche est assez différent. Et l'exigence d'une nouvelle mobilisation en septembre est forte.

Un enjeu pour les enseignants et tous les travailleurs

Le bilan à tirer de ce printemps de l'enseignement est assez clair. Les enseignants ont montré qu'ils étaient prêts à lutter. La réussite de la grève et de la manif ont forcé le gouvernement à des concessions – mais elles sont minimales. Et, à l'heure actuelle, c'est malheureusement toujours bel et bien une défaite sur la DPPR.

Ce qui se joue aujourd'hui dans l'enseignement est d'une importance capitale pour les enseignants évidemment mais, au-delà, pour tous les secteurs. Les mesures antisociales à l'égard des travailleurs de l'enseignement ne sont pas isolées: elles font partie d'une offensive patronale et gouvernementale qui se développe partout contre les travailleurs, du public comme du privé. Les mesures contre les DPPR sont la suite logique des mesures pour limiter les prépensions du privé dans le Pacte des Générations de 2005. Le détricotage des DPPR et les miettes de la prime de fin d'année sont les échos du rabotage du statut des employés et de la limitation / réduction salariale dans le récent Accord Interprofessionnel (AIP) du secteur privé.

Céder sur l'un ou l'autre de ces deux tableaux reviendrait pour le gouvernement communautaire à envoyer aux autres catégories de travailleurs un message on ne peut plus clair: la lutte paie!

On comprend donc qu'il ne bougera que le fusil dans les reins. Et donc qu'il faut lui mettre le fusil dans les reins dès la rentrée! ■

1. Le Soir, 6 mai 2011

2. La Meuse, 6 mai 2011

La Commission Enseignement de la LCR a publié ces dernières semaines plusieurs articles que vous pouvez retrouver sur le site www.lcr-lagauche.be.

"Tu vas à la manif ?" "Non, je vais au carnaval." "C'est pas la même chose?"

✎ par Jean Peltier

Une manif, c'est un moyen d'exprimer des frustrations contre une situation au boulot ou dans la société qu'on supporte de plus en plus mal, mais qu'on ne peut pas sortir tous les jours face à son chef ou devant sa TV. C'est aussi un moment collectif de rupture avec un quotidien répétitif et parfois vide, un moment où on peut dire et faire autre chose, un moment de plaisir, individuel et collectif.

Alors que les manif syndicales ressemblent de moins en moins à un défilé terne et traîne-savate, comme c'était souvent le cas auparavant, tant mieux. Qu'il y ait de la musique, de l'ambiance...

on ne s'en plaindra pas.

Mais qu'aller à une manif ressemble à une sortie en boîte ou à une Zinneke Parade, il y a comme un problème.

Lors de la manif des enseignants, les syndicats avaient distribué des sortes d'éventails en plastique qui, frappés en cadence par quelques milliers de mains, faisaient un bruit de fond assourdissant qui interdisait quasiment toute discussion.

Le mot d'ordre du secteur non marchand – chroniquement sous-financé et victime d'années de promesses jamais tenues – c'est la "Colère blanche". Mais, pour la dernière manif du secteur en juin (un succès avec 16.000 participant-e-s), les dirigeants syndicaux avaient décidé que la colère serait transformée en fête, la manif en carnaval. Comme s'il y avait quelque chose à "fêter" dans ce secteur aujourd'hui.

Aujourd'hui, les grosses manif syndicales des services (publics et privés) s'ouvrent avec des camions-discothèques qui diffusent une musique de City Parade et sont tronçonnées de voitures-sonos qui

relaient le même genre de musique. Les militants syndicaux sont encouragés à porter des perruques fluo. Les manif des secteurs industriels n'en sont pas encore là. Mais le mot d'ordre ici, c'est *"Un maximum de pétards, un minimum de slogans"*.

Les manif, cela devrait être surtout le moyen de faire sentir notre force collective, de faire progresser la conscience syndicale et politique, de faire connaître nos revendications, d'interpeller le public (sur les trottoirs et à la TV).

Pour cela, des pancartes et des banderoles préparées ensemble dans nos sections syndicales, nos ateliers et nos bureaux; des slogans repris ensemble; un niveau sonore qui permet discussions et prises de parole... restent des moyens inégalés de rapprocher les gens et de réfléchir ensemble. Bref, de se réapproprié (un peu de) notre pouvoir d'expression et de décision face à des appareils syndicaux qui ont décidé que le *"Faites du bruit!"* (et ne pensez pas trop) cher à Nagui était le nec plus ultra d'une activité syndicale. ■

Entretien avec Erik De Bruyn

Du SP.a-Rood à "Rood!", un nouveau mouvement de gauche est né en Flandres

❖ *entretien réalisé par Peter Veltmans*

A l'occasion du 1er Mai dernier, Erik De Bruyn, leader du courant oppositional de gauche "SP.a-Rood" au sein du parti socialiste flamand (SP.a) avait publiquement annoncé sa rupture avec ce parti et la création d'un nouveau mouvement politique baptisé "Rood!" (Rouge). Son initiative a reçu le soutien et la participation d'une série de forces de la gauche radicale en Flandre (LSP-PSL, CAP, S21...), dont nos camarades du SAP (nom de la ICR en Flandre).

Dans cet entretien, Erik De Bruyn nous explique les raisons de sa rupture avec la social-démocratie ainsi que ses perspectives pour "Rood!"

Comment vous sentez-vous, volant maintenant de vos propres ailes après une longue trajectoire dans le SP.a?

Erik De Bruyn: En un mot: libéré (rires).

Pourquoi rompez-vous précisément maintenant avec le SP.a?

EDB: C'est le produit d'une évaluation continue et d'une analyse coût-avantage depuis les élections de 2010. Il y a eu l'attitude du SP.a dans le débat sur l'accord interprofessionnel, où en réalité il a pris le parti des employeurs et de la ligne CSC. Il y a aussi le bilan extrêmement négatif de la présidence de Caroline Gennez, qui touche à sa fin, et où le SP.a n'a pas appris d'autre leçon que le remplacement ou le déplacement de marionnettes. Il y a eu l'annonce du nouveau livre du bourgmestre Patrick Janssens, où il échoue à nouveau à donner une véritable réponse socialiste aux problèmes d'Anvers. En fin de compte, l'effet cumulatif de tout cela (et bien d'autres choses dans le passé) a peu à peu commencé à peser très lourdement.

Faire de l'opposition au sein du SP.a ne devenait-il pas désespéré?

EDB: Absolument. On peut dire que dans le SP.a, la direction a créé un cordon sanitaire autour de SP.a-Rood. L'impact de l'isolement organisé par la direction est que nous ne bénéficions pas d'un millimètre de marge de manoeuvre. SP.a-Rood dansait sur une corde: d'un côté on essayait de peser sur le SP.a (ou tenter de l'influencer au moins) pour le tirer vers la gauche et d'autre part on avait une vigilance constante pour ne pas devenir une simple feuille de vigne, une caution de gauche du SP.a.

Finalement, on a été de plus en plus menacés par l'usure. La tension menaçait de devenir un blocage. Notre crédibilité diminuait. En outre, nous notons que le pouvoir d'auto-correction du parti a été pratiquement réduit à zéro par le jeu des agendas personnels de carrière et l'incapacité structurelle de penser en termes d'opposition.

Y avait-il aussi des raisons plus profondes de votre rupture avec la social-démocratie?

EDB: Absolument! Il y a d'abord et avant tout une très profonde crise politique en Belgique. Ce n'est pas seulement une crise de "politiciens" qui n'arrivent pas à un accord et se trouvent donc dans l'impasse. Non, ça va beaucoup plus loin. L'ensemble du système politique est complètement coincé, la politique des partis est devenue invraisemblable (les partis politiques sont tous totalement creux!) Et oui, même la démocratie en tant que telle est de plus en plus remise en question.

Il y a beaucoup de chance et aussi de menaces. Le plus grand danger est bien sûr que la population soit massivement tentée par l'apolitisme, le ressentiment anti-démocratique. Mais cela ouvre aussi la possibilité d'exprimer une nouvelle interprétation de la démocratie. Il y a un

besoin urgent d'une action à gauche tout au long de cette crise. Le SP.a est de moins en moins un instrument utile, il est une partie du problème, pas la solution. Cela a joué un rôle dans la décision de rompre.

Cette décision de rupture cadre-t-elle dans un contexte international?

EDB: Bien sûr. La crise financière de 2008 et ses suites ont tout clarifié. Ici aussi, nous voyons que le SP.a a catégoriquement ignoré presque toutes les occasions de marquer des points. Vande Lanotte n'a fait que soutenir la vente des bijoux bancaires de la couronne aux Français. En plus de cela nous voyons aussi que ce "sauvetage" des banques sera finalement payé par les travailleurs, avec d'énormes mesures d'austérité. Nous n'avons pas dix ans avec la gauche pour nous préparer, et c'est à peu près le temps je crois pour que le SP.a regagne — éventuellement — sa crédibilité. C'est pourquoi nous avons besoin de rompre maintenant.

La même chose s'applique à la crise énergétique. D'une part il y a le problème d'approvisionnement en pétrole, et d'autre part, le public (avec la catastrophe au Japon à l'esprit) n'est tout simplement pas prêt à accepter le recours à l'énergie nucléaire. La gauche devrait être en mesure de bénéficier d'une telle situation. Je suis convaincu que la nécessité d'efficacité énergétique de l'économie dans les années à venir freinera en partie la concurrence des coûts salariaux et la pression de la mondialisation (le transport consomme de l'énergie), et le mouvement ouvrier pourra prendre l'initiative de renforcer l'alliance avec les mouvements écologiques. Mais le SP.a ne va pas au-delà de tâtonnements sur les panneaux solaires.

Certains se demandent si la rupture n'a pas été trop rapide et mal préparée?

EDB: Je conteste cela. Nous avons lancé depuis août 2010 un débat interne au sein du SP.a-Rood avec une série de discussions.

Finallement nous sommes arrivés à la conclusion que 85% des membres du SP.a-Rood étaient en faveur d'une rupture avec le SP.a. Certains ont même voté avec leurs pieds: ils ont quitté le parti plus tôt. Il est vrai que nous n'avons pas convoqué de conférence ou de congrès. Mais je demande votre compréhension. Si nous l'avions fait, la décision aurait été publique avant qu'elle ne soit prise. En outre, certains ont voulu en faire une lutte de fraction comme d'habitude. Trop d'énergie négative et de temps perdu. Pour toutes ces raisons nous n'avons pas voulu le faire.

Rompre avec le SP.a est une chose, créer quelque chose d'entièrement nouveau, c'en est une autre. Comment voyez-vous cela?

EDB: Le réseau que nous avons construit avec SP.a-Rood est encore intact et nous l'emportons avec nous. A côté de cela, il y a maintenant l'afflux de centaines de nouvelles personnes intéressées. Le but que nous poursuivons est de couler tout cela ensemble, dans un nouveau mouvement qui peut combler le vide à gauche, dont à peu près tout le monde confirme l'existence. Nous voulons y procéder d'une façon ouverte, participative. Ultérieurement, nous devons voir comment donner forme à cet ensemble sur le terrain électoral. Ce qui est important dans ce contexte est que nous ne nous limitons pas à un simple regroupement des (petites) organisations de gauche existantes. Attention: ces organisations ont leurs mérites! Mais nous devons d'une certaine façon essayer d'effectuer un bond qualitatif vers un niveau supérieur. Faire de la politique à une échelle de masse, sans vouloir exclure pour cela qui que ce soit à l'avance.

Beaucoup de personnes regardent aussi vers le PVDA (PTB en Flandres)...

EDB: C'est tout à fait normal. Le PVDA est la plus grande force organisée à gauche de la social-démocratie et des verts. Il est dès lors un partenaire de discussion important. Il va tout simplement de soi que le PVDA peut jouer un rôle important. Si ce sera vraiment le cas, cela dépendra de ce parti. J'applaudirais des deux mains la perspective que le PVDA puisse se dépasser, sans perdre ses mérites, dans quelque chose qui serait beaucoup plus ample et plus important. Pour le moment cela ne semble pas être leur cours. Il apparaît qu'ils veulent construire le PVDA lui-même pour devenir la force de gauche de référence.

Ma crainte est qu'ils traînent trop d'histoires pour arriver à ce but. Malgré leurs mérites indiscutables et malgré le développement positif dans leurs points de vue et leur fonctionnement depuis ces dernières années, je crains que leur cours mène au bout du compte à un rayon d'action trop étriqué.

Certains points de vue que tu énonces – notamment sur l'insécurité, les problèmes de société ou sur le port du foulard – ne sont pas partagés par tout le monde à gauche. Admettons que le mouvement Rood! adopte, après une discussion interne, des conclusions qui diffèrent de tes points de vue. Que ferais-tu dans ce cas?

EDB: Avant tout, quel que soit le point de vue que tu occupes sur ces terrains, il s'agira toujours d'une discussion qui menace de nous diviser plutôt que de nous unir. Quoi qu'il en soit, dans un premier temps, je défendrai – comme chacun – mon point de vue et j'essaierai de l'éclaircir. C'est d'ailleurs nécessaire, car des tas d'idées caricaturales vivent dans cette sphère. Se reprocher les uns aux autres qu'on est raciste ne fera pas avancer les choses.

Je veux d'ailleurs mener ce débat en toute ouverture et je reste ouvert aux arguments des personnes qui pensent autrement. Par exemple, j'aurai bientôt un échange avec les personnes de BOEH! (mouvement féministe flamand qui s'oppose à l'interdiction du port du foulard, NDLR).

Mais, on ne peut évidemment pas discuter éternellement. A un certain moment, une décision s'impose. S'il s'avère alors que je suis minoritaire, je me plierai en bon démocrate à la majorité. Mais je veux insister sur un débat de fond. Par exemple, un tel débat ne peut pas prendre l'Islam comme point de départ. Il vaut mieux l'ouvrir à partir de la laïcité en général, avec tout ce qui y a trait: les droits des femmes, la séparation entre Eglise et Etat, la liberté d'expression etc.

A quoi pouvons-nous nous attendre du mouvement Rood! dans un avenir proche?

EDB: Nous sommes en train de travailler avec les centaines de marques de soutien que nous avons reçues, et nous élaborons une déclaration de principe et des conditions d'adhésion. Quand ce sera fait, nous rassemblerons toutes ces personnes dans des réunions. A partir de là, tous ensemble, nous allons donner forme à notre nouveau mouvement de gauche. ■

Erik De Bruyn

10 ans après le déclenchement de l'affaire Adecco, les pratiques de discrimination à l'embauche continuent

Le "Blanc Bleu Belge" tient toujours la cote

❖ Hamel Puisant (membre du MRAX)

La condamnation d'Adecco relance le débat sur la lutte contre les discriminations à l'embauche mais plus généralement celui sur l'emploi des personnes issues de l'immigration en Belgique.

L'affaire Adecco, numéro 1 mondial du travail intérimaire, commence en 2001 lorsqu'un employé transmet anonymement des documents internes et dénonce le fait de devoir encoder des fiches de postes vacants avec la mention BBB, pour "Blanc Bleu Belge" (race de viande bovine), quand certaines entreprises demandent à la société de ne pas envoyer de personnes étrangères – et en particulier pas d'Arabes – dans le cadre de certaines missions. Le parquet lance dans la foulée une instruction pour discrimination à l'embauche, suite à une plainte du Centre pour l'Égalité des Chances.

Une justice qui prend son temps

Ces discriminations à l'embauche sont punies par la loi du 30 juillet 1981 et diverses conventions collectives de travail (entre autres la CCT 38). Grâce aux perquisitions opérées en 2001 au siège d'Adecco, la justice découvre qu'au moins une centaine d'entreprises ont demandé à celle-ci des travailleurs "bien de chez nous". Ces entreprises sont actives dans différents secteurs de l'économie: la vente de vêtements, le gardiennage, le transport, les télécommunications, la construction et la rénovation, la production d'électricité et de bière, la distribution de nourriture... On y trouve aussi de nombreux indépendants. Les mentions, codifiant les demandes discriminatoires des clients d'Adecco, ont été révélées dans des correspondances internes échangées entre plusieurs agences du groupe.

Après huit années de procédures bâclées et de fautes de procédure, la Chambre du conseil de Bruxelles décide en 2009 de ne pas ouvrir de dossier contre la société de travail intérimaire car l'instruction n'avait

pas été menée en néerlandais alors que le siège central d'Adecco était situé en Région flamande. Néanmoins, l'enquête démontre et confirme que de nombreuses sociétés pratiquent la discrimination à l'embauche en toute impunité.

En réaction, la FGTB, l'association flamande antiraciste Kifkif et SOS Racisme-France¹ décident en septembre 2009 d'introduire une action en dommages et intérêts contre Adecco devant le tribunal de première instance de Bruxelles pour discrimination à l'embauche et violation de la loi contre le racisme. Le tribunal considère l'action recevable au regard des dispositions du droit européen. Il a estimé que les éléments recueillis prouvaient que la direction d'Adecco en Belgique avait connaissance des pratiques discriminatoires mais qu'elle avait préféré ignorer ce phénomène au regard de ses intérêts financiers.

Ce 31 mai dernier, le tribunal de première instance de Bruxelles a donné gain de cause à la FGTB, à SOS Racisme et Kifkif et condamné la société d'intérim Adecco à payer 25.000 euros à SOS Racisme, ainsi qu'un euro symbolique à titre de dommages et intérêts aux deux autres associations pour pratiques illégales de discrimination à l'embauche. La société d'intérim a décidé d'interjeter appel.

Une condamnation qui ne clôt pas l'action

C'est la plus lourde condamnation en Europe d'une entreprise par une association antiraciste pour discrimination. "Il s'agit d'une grande victoire dans la lutte contre les discriminations à l'embauche et cette décision permet de dénoncer des pratiques qui sont malheureusement encore trop fréquentes dans l'ensemble des secteurs, y compris dans l'intérim, mais qu'il est souvent difficile à poursuivre faute de preuves suffisantes", se réjouit la FGTB dans un communiqué.

La FGTB et SOS Racisme annoncent par ailleurs avoir décidé "de porter l'échec

du dossier pénal devant la Cour européenne des droits de l'Homme afin d'y dénoncer le non-respect du principe du droit au procès équitable". Le syndicat et l'association reprochent à l'Etat belge, et au parquet du procureur du Roi, "de ne pas avoir mis tout en œuvre pour poursuivre Adecco pour pratiques discriminatoires. En d'autres termes, la lutte contre les discriminations ne semblait pas constituer une priorité de politique criminelle de la part du Parquet".

Les révélations sur les (anciennes) pratiques d'Adecco – et les nombreux témoignages qui montrent qu'elles continuent comme si de rien n'était dans d'autres sociétés d'intérim et surtout dans de nombreuses entreprises (voir encadré) – ont relancé le débat sur l'efficacité de la lutte contre les discriminations à l'emploi. Celles-ci concernent non seulement l'embauche mais également la cohabitation entre les travailleurs dans l'entreprise ou l'administration, les possibilités de formations, de promotions et de carrières, ainsi que "les mises à la porte".

Promouvoir la non-discrimination

On ne peut accepter l'impunité permanente dont bénéficient les entreprises et les administrations coupables de discriminations malgré les multiples chartes et plans de la diversité. Il faut, comme le demande le MRAX, que les autorités judiciaires poursuivent et condamnent les entreprises soupçonnées de discrimination; mais, pour cela, on attend toujours l'arrêté d'application de la loi de 2003 contre les discriminations qui légalise les "tests de situation" ou "testing", que le gouvernement belge n'a jamais adopté à cause des pressions du lobbying du patronat et des propriétaires. Pour l'instant, les tribunaux refusent d'accepter ce mode de preuve pour condamner les auteurs de discriminations².

Il faut lancer une grande campagne d'information pour mieux faire connaître la loi contre les discriminations et ses outils de

lutte contre le racisme. Il faut promouvoir et renforcer les actions des conseillers syndicaux de la diversité. Il faut instaurer un baromètre annuel de l'état du racisme et des discriminations dans l'emploi. Pour pouvoir mesurer le degré de discrimination, il faut également rapidement instaurer un monitoring "ethnique"³ dans chaque entreprise, administration et secteur d'activité. En attendant de pouvoir vérifier si le CV anonyme peut aussi contribuer à augmenter le nombre de travailleurs issus de l'immigration dans les entreprises et les administrations.

C'est un enjeu majeur pour l'avenir de notre société multiculturelle, avec l'amélioration de la qualité et de la performance de notre enseignement. ■

1. *SOS Racisme, alerté par des suspicions de pratiques similaires en France, avait mené une vaste enquête, et décidé de se constituer partie civile, le 20 septembre 2007.

2. Cour d'appel d'Anvers, 25 février 2009 : des personnes d'origine étrangère se plaignent de ne pas avoir accès à une salle de sport. Les faits font l'objet d'une prise de vue par caméra cachée. Ce type de preuve est rejeté puisqu'il n'y a pas d'arrêt d'exécution en matière de test de situation (25.02.2003) et que la loi du 10 mai 2007 n'en fait même plus mention.

3. il suffit que chaque travailleur, sur base anonyme et volontaire, remplisse une fiche d'identification des catégories sensibles de son identité (couleur de peau, origine du nom, religion, nationalité, etc) susceptibles d'être le vecteur d'une discrimination. Ces données, comparées au niveau de chaque région ou bassin d'emploi, permettront à chaque entreprise de savoir dans quelle mesure certaines catégories de population seraient anormalement représentées en son sein et, le cas échéant, de mettre en place un plan adapté de gestion de la diversité de son personnel.

Vous voulez des noms?

Selon le dossier pénal à charge d'Adecco, les entreprises suivantes auraient sollicité un travailleur intérimaire en exigeant que celui-ci soit uniquement "BBB" ou en précisant qu'elles ne voulaient "pas d'étrangers" ou "pas d'Arabes" (en gras, quelques-unes des plus connues ou des plus significatives):

A&A Electrics, A.v.D. Belgium, Agence Duchene SA, Aon Belgium, Apover, Aufisco, Axima, **BMW Brussels**, BC Components, Beguelin Import, **Benetton Retail Belgium**, Berchem Pneu, BFGoodrich Europe, Bois Henri Lochten, Ghysels, Bracco Belgium sa, BV Tourisme, **C&A**, Carli Gry, Cegeac, Centrale américaine, Chehoma, **Clinique Saint-Jean**, Church's English Shoes, City parkings sa, Cliff Tailor, Cobema, Comax, Contigea, Defitech, **Delhaize le Lion**, Dépannage Wattiez, Distri Shoe, **Electrabel Distribution**, Electrolor, Equipo SPRL, Eurocavi Europe, Forma, Fort James, Garage du stade, Godiva, **Group 4 Maintenance**, Guilbert Belgium, Hades, **Interbrew Belgium**, ITD Fashion outlet, Itel Tech, JB carrosserie, JVC Belgium, La galerie Marie-Christine, Les musts de Cartier, Losdyck Paint, Maison Theunissen, Melisana, Mench Industry S.A., N.D.A Vandenhouwe, Nachtergaele, Noritsu, OCA S.A., Papeteries Aubry, **Peugeot Technic Auto**, Poot Printers, **Press Shop**, Putman SA, Ready, Ria, Rioglass International, Security Infor, Stephane Davidts SPRL, **Swatch group**, TEM, Tempolec International, Transfer, Universal group, Univex, VG Plastic, Vice-Versa, Woluwe parkings, ...

Et ça continue, encore et encore...

Un reportage, en caméra cachée, diffusé sur la VRT en 2010 a montré que les agences d'emploi continuent encore de manière flagrante les législations anti discriminations. 6 agences d'intérim sur 8 ont donné suite aux demandes discriminatoires de clients de ne pas recruter des personnes d'origine étrangère!

Le mal semble tellement important que Federgon, la fédération sectorielle des sociétés d'intérim, a envoyé un "mystery shopper" auprès de 130 agences d'intérim pour vérifier de manière neutre la bonne application des mesures antidiscriminations.

Les résultats révélés le 9 juin 2011 sont toujours aussi inquiétants. 28 % des agences d'intérim sont en faute et n'ont pas manifesté de refus face à une demande discriminante du "mystery shopper". (www.ptb.be/nieuws/artikel/discrimination-a-lembauche-un-mal-toujours-bien-actuel.html)

CREATION THEATRALE ORIGINALE

LE NOIR L'ARABE LE TURC

LA MUSULMANE LE POLONAIS LA BELGE

LA CHINOISE LE JUIF LA GITANE

FRUITÉTRANGE(R)

Avec: Ismail AKHLAL, Naim BADDICH, Abdalhak CHENOUILI, Oussyane EL HASSOUNI, Arzedine HAJJI, Ihsane HAOUACH, Salim HAOUACH, Victor LOBE, Hiram PERVAZ, Sophie REFLA, Yamna ZIANI
 Mise en scène : Oussyane EL HASSOUNI - Photos et graphisme : Naim BADDICH - Coordination : Salim HAOUACH - Régie: Hassan Mouhssin



Baisse de la TVA dans l'Horeca

A la bonne santé des arnaqués!

✦ par Guy Van Simoy

Devinette: dans votre bistrot préféré, au McDo du centre commercial ou dans le petit resto sympa dans les Ardennes, la TVA n'a cessé de baisser ces dernières années. Pourtant les prix, eux, n'ont pas baissé. Où est passée la différence: A. dans votre poche, mais vous n'avez rien remarqué; B. dans le ventre du chat du patron; C. dans la poche du patron?

En Belgique, dans le secteur Horeca, une TVA de 21% a été appliquée pendant des années sur les boissons et nourritures consommées sur place, et une TVA de 6% sur les consommations à emporter. Ainsi, au McDo et au Quick, quand à la caisse on vous demandait si c'était pour consommer sur place ou pour emporter, ce n'était pas seulement pour savoir s'il fallait un plateau ou un sachet pour emballer le hamburger et la boisson. C'était aussi pour savoir s'il fallait appliquer une TVA de 21% ou de 6%. "Mais le prix était pareil!", me direz-vous. Exact! Si vous l'emportiez la marchandise, McDo ou Quick empochaient les 15% de TVA de différence...

A partir du 1er avril 2004 (ce n'est pas un poisson!), la TVA est passée de 21% à 6% sur les boissons non alcoolisées consommées sur place. Est-ce que vous avez vu le prix du café, du cola, des eaux gazeuses diminuer dans les bistrotts? Nenni m'fi! Les prix sont restés pareils car les patrons de l'Horeca ont tout simplement empoché les 15% de TVA qui auraient normalement être déduits du prix des consommations sans alcool.

En 2010, à l'initiative de Didier Reynders, la TVA sur les repas consommés sur place est passée elle aussi de 21 à 12%. Ainsi, si vous commandiez une pizza avec un verre de vin rouge et un café, la TVA était de 12% sur la pizza, de 21% sur le verre de rouge et de 6% sur le café! Bref, de quoi embrouiller les cartes et rendre le contrôle TVA plus complexe. Les plus naïfs espéraient que les prix allaient baisser dans les restaurants. Et même s'il en avait été ainsi, on ne

voit vraiment pas pourquoi les couches les plus pauvres de la population, qui n'ont pas les moyens d'aller au restaurant, auraient dû financer indirectement les repas des clients des restos. Car, selon les estimations de l'époque, il était prévu que la mesure coûte 156 millions d'euros aux caisses de l'Etat. Et, le budget de l'Etat n'étant pas élastique, il fallait combler cette mesure par de nouvelles rentrées fiscales.

En noir ou en black ?

Les patrons de l'Horeca avaient tout de suite avancé que les prix ne baisseraient pas, mais que cela permettrait de "créer 6.000 emplois" dans le secteur. En fait, si les prix ne baissaient pas, cela n'attirerait pas de nouveaux clients. Les patrons de l'Horeca voulaient seulement dire, de façon pudique, que 6.000 emplois en noir dans le secteur seraient désormais déclarés. Bref, un aveu que dans le secteur, un grand nombre de travailleurs n'étaient pas déclarés. A l'époque, Reynders avait même déclaré que "si la moitié des emplois annoncés étaient créés, il était prêt à faire passer la TVA à 6% sur les repas". Une façon hypocrite de donner son absoluteion à 3.000 emplois non déclarés.

En mars 2011, la députée Ecolo Zoé Genot a interrogé la ministre de l'Emploi pour savoir combien d'emplois avaient été réellement "créés" avec cette mesure qui a coûté non pas 156 millions mais 212 millions d'euros. Réponse: 2.000 emplois. Mais en même temps l'Inspection du travail estime que le travail en noir dans le secteur a augmenté (de 73.5% à 75%)!

Cerise sur le gâteau, en juin 2011, la fédération flamande de l'Horeca a décidé de saisir la Cour constitutionnelle contre l'obligation de caisses enregistreuses intelligentes équipées d'une boîte noire et d'une pointeuse qui enregistrent les transactions financières et les mouvements de personnel. Selon cette fédération, "certains restaurateurs sont obligés de faire une petite partie de noir pour maintenir une rentabilité". C'est un nouvel aveu de fraude fiscale et sociale dans le secteur.



Car il ne faut pas perdre de vue que, dans une activité commerciale, toute recette en noir signifie automatiquement des dépenses en noir (achat de marchandises sans facture, personnel non déclaré).

Les travailleurs de l'Horeca ne sont pas des sous-travailleurs. Comme tous les travailleurs, ils ont droit à une sécurité sociale, à des cotisations sociales pour leur pension, à une prime de fin d'année, à un pécule de vacances. Aussi, si vous allez de temps à autre au resto, n'oubliez pas de réclamer la souche TVA que le restaurateur est obligé de vous présenter spontanément. C'est un acte militant. ■

Les médias dominants et "l'affaire DSK"

✦ par Léo Carvalho

Le traitement médiatique de ce qui est rapidement devenu "l'affaire DSK" a fait apparaître, de manière caricaturale, deux tendances lourdes propres aux médias dominants: la connivence spontanée avec les puissants et une personnalisation outrancière¹.

La connivence entre les médias dominants et le pouvoir s'est traduite, dans les deux premiers jours de "l'affaire DSK", par l'oubli de la victime présumée du viol dont on accuse l'ancien directeur du FMI. Soudainement orphelins de leur candidat de prédilection pour les présidentielles de 2012, les grands médias ont d'abord concentré leur attention sur les misères qui leur semblaient faites à Strauss-Kahn.

Celui-ci pouvait-il s'être abaissé à de tels comportements, alors même que les sondages lui prédisaient régulièrement une élection facile contre un Sarkozy honni?

Surtout, ce qui justifie implicitement cette attention sélective, c'est l'idée qu'un homme blanc, fortuné et puissant, puisse être l'auteur d'une agression sexuelle. Les médias dominants n'ont en effet pas cessé, depuis une vingtaine d'années, de construire un portrait homogène du "barbare" se rendant coupable de violences sexuelles: jeune, pauvre, habitant des quartiers populaires, arabe ou noir, de culture musulmane.

Rappelons-nous, entre 2001 et 2003, l'indignation médiatique devant le "scandale des tournantes", avec son cortège d'émissions, de reportages et de débats télévisés. Celui-ci avait principalement conduit, non seulement à stigmatiser la jeunesse des quartiers populaires et à construire un "péril musulman", mais à dissimuler le fait que des viols sont commis dans toutes les classes sociales et que l'oppression des femmes n'est en rien le "privilège" d'une religion ou d'une culture particulière.

Rien n'est plus révélateur de cet aveuglement et de cette connivence spontanée avec les puissants que les témoignages de deux éditorialistes invités, partout et à toute heure, à donner leur avis sur tout: Bernard-Henri Levy (BHL) et Jean-François Kahn. Le premier, au

nom de son amitié avec DSK, disait ne pouvoir l'imaginer coupable. Il laissait surtout entendre que la victime présumée mentait, ne serait-ce que parce qu'une femme de ménage ne pouvait être entrée seule dans la chambre d'un homme aussi puissant que

le directeur du FMI. Le second, dans l'évidence d'un racisme de classe couplé au sexisme ordinaire, affirmait qu'il ne s'agissait là, si les faits reprochés étaient avérés, que d'un "troussage de domestique".

Dernier aspect de cette médiatisation: la personnalisation outrancière de "l'affaire".

Là où celle-ci aurait pu constituer une occasion d'informer sur cette question largement délaissée des violences faites aux femmes, les médias dominants se sont complu dans la diffusion en quantité industrielle d'images inutiles, s'émouvant de détails insignifiants pour se livrer ensuite à une critique hypocrite d'une justice américaine réputée impitoyable et d'une police organisant la médiatisation. Mais qui donc diffuse à longueur de journée les images de DSK menotté sinon les médias eux-mêmes? Et qui donc a oublié pendant près d'une semaine toute autre information (Nakba, Syrie, Espagne, etc.), en prétextant de l'importance cruciale de cette "affaire"? ■

1. Nous nous appuyons ici sur la série d'articles publiée par l'association Acrimed (Action-critique-médias). Voir notamment: www.acrimed.org/article3593.html



Irène Zeilinger

NON
C'EST NON

Petit manuel
d'autodéfense à l'usage
de toutes les femmes
qui en ont marre
de se faire emmerder
sans rien dire

ZONES



Six mois après le début des soulèvements

Le monde arabe entre révolution et contre-révolution

✦ par Thierry Pierret

Le processus révolutionnaire initié par le soulèvement tunisien de la mi-décembre 2010 s'est propagé à l'ensemble de l'aire culturelle arabe. Mais la dynamique et le rythme de la révolution varient d'un pays à l'autre tandis que la contre-révolution des cliques dominantes s'organise à son tour – en combinant répression, promesses de réforme et divisions sectaires – tandis que l'impérialisme tente de reprendre le contrôle de la région.

On peut classer les pays arabes en trois catégories. Une première catégorie regroupe les pays où la population a réussi à chasser le dictateur en place. Il s'agit de la Tunisie, de l'Égypte et sans doute du Yémen. Une deuxième catégorie regroupe ceux où le soulèvement est en cours et subit une forte répression. Il s'agit de la Libye, de la Syrie, de Bahreïn, de l'Algérie et du Maroc. La troisième catégorie regroupe les pays où le soulèvement n'a pas encore eu lieu même si on en voit parfois les prémices: monarchies du Golfe, Irak, Liban, Jordanie, Palestine, Soudan, Mauritanie.

Il s'agit bien sûr d'une classification brossée à gros traits. La situation peut être très différente d'un pays à l'autre au sein d'une même catégorie. Par exemple, le mouvement de protestation est – du moins provisoirement – en recul à Bahreïn alors qu'il peine à décoller en Algérie et qu'il est en plein essor au Maroc.

Le dictateur est parti, mais le régime reste en place

En **Tunisie**, pays pionnier, le mouvement semble avoir engrangé le plus d'acquis. Non seulement Ben Ali est parti, mais plusieurs de ses proches et de ses séides ont dû se démettre, voire ont été arrêtés, sous la

pression des masses. Il n'en reste pas moins que le gouvernement actuel ne représente pas les aspirations des masses en lutte. Et pas davantage l'état-major de l'armée, la magistrature et le sommet de l'administration qui sont restés en place pour l'essentiel.

Si tout le monde se réclame désormais de la révolution du 14 janvier, il ne faut pas s'y tromper. Cette unanimité de façade dissimule mal une différenciation de classe à l'intérieur du mouvement. Les éléments les plus bourgeois veulent que la révolution en reste là. Ils en voulaient à Ben Ali, car son système maffieux les empêchait de faire des affaires. Mais ils craignent davantage encore une radicalisation du mouvement qui menacerait leurs privilèges fondamentaux. Ils ne manquent pas de se présenter comme les garants des acquis de la révolution face à ceux qui les menacent. L'élection le 24 octobre de la future Assemblée constituante donnera des indications sur le rapport de forces. Même si les partisans du gouvernement devaient y emporter la majorité, il est probable que la pression de la rue sur l'Assemblée constituante sera très forte.

En **Égypte**, le Conseil suprême des forces armées qui dirige désormais le pays a pris la mesure du danger que représente la classe ouvrière égyptienne dont les grèves de masse ont joué un rôle décisif dans le départ de Moubarak. Il a promulgué une loi qui interdit les grèves et tente de freiner le développement des nouveaux syndicats indépendants du syndicat "officiel" contrôlé par le régime Moubarak. A l'initiative du Conseil suprême, des amendements à la Constitution ont été approuvés par une large majorité lors d'un référendum qui a connu une forte participation. Des élections législatives et présidentielles sont également prévues. La capacité du mouvement ouvrier à se structurer et à se doter d'un prolongement politique indépendant sera un facteur clé

dans le bras de fer qui opposera tôt ou tard les militaires à la population.

Au **Yémen**, les manifestants ont réclamé dès janvier le départ immédiat d'Ali Abdallah Saleh qui préside aux destinées du Yémen du Nord depuis 1978 et du Yémen unifié depuis 1991. Mais Saleh a ignoré l'appel de la rue comme le plan de sortie de crise proposé par le Conseil de Coopération du Golfe. Les affrontements se sont intensifiés jusqu'à ce que Saleh soit blessé le 3 juin par un tir d'obus sur son Palais. Transféré dans un hôpital saoudien, il semble bien que le gouvernement saoudien ne permettra pas son retour au Yémen afin de garantir une transition qui ne remette pas en cause le régime et ses engagements internationaux (notamment la lutte contre le terrorisme et le respect des frontières saoudiennes). L'Arabie saoudite et les États-Unis craignent autant un pourrissement de la situation qui débouche sur un éclatement du pays déchiré par des clans en guerre comme en Somalie qu'une radicalisation qui ouvre la voie à un régime anti-saoudien et antiaméricain.

Le dictateur s'accroche au pouvoir

En **Syrie**, le pouvoir a cru pouvoir mater la rébellion en frappant fort dès le début. Mais la contestation a essaimé dans toute la Syrie malgré la répression féroce (plus de 1300 tués à la fin juin, des milliers d'arrestations et de blessés, des dizaines de milliers de réfugiés). Les soi-disant "gestes d'ouverture" du régime n'ont pas abusé les manifestants, et ce d'autant moins qu'ils se sont à chaque fois accompagné d'un renforcement de la répression. La population veut désormais la chute du régime despotique et corrompu. Des lézardes apparaissent. De nombreux membres du parti Ba'th au pouvoir rejoignent les manifestants et beaucoup de soldats refusent de tirer sur la foule souvent au prix de leur propre vie.



Le régime, dominé par la minorité alevi, joue à fond la carte des divisions confessionnelles. Il accuse les manifestants d'être des fondamentalistes sunnites pour effrayer et rallier à lui les nombreuses minorités de la mosaïque syrienne. S'il est poussé dans ses derniers retranchements, il pourrait – si ce n'est déjà le cas – faire appel à des éléments du Hezbollah libanais ou aux nervis de Téhéran – pour mater la révolte. Il pourrait aussi se replier sur son bastion alevi quitte à déclencher une sanglante guerre interconfessionnelle. On en voit déjà les prémises au Liban où une manifestation de soutien aux manifestants syriens à Tripoli a donné lieu à des affrontements sanglants entre alevites et sunnites.

En **Libye**, dès la mi-février, les manifestations contre le doyen des dictateurs arabes avaient fait tache d'huile pour s'étendre à l'est du pays dont la ville principale est Benghazi. La violence de la répression a obligé les manifestants à s'armer et à riposter. Mais ils n'avaient que des armes légères et aucune expérience du combat. Les troupes de Kadhafi se sont retrouvées aux portes de Benghazi à la mi-mars. Un Conseil national de Transition (CNT) autoproclamé et peuplé de transfuges du régime de Kadhafi a appelé les puissances impérialistes à l'aide.

L'intervention impérialiste qui a commencé le 23 mars sous prétexte de protéger les civils libyens a un tout autre objectif. Il s'agit de donner un coup d'arrêt au mouvement révolutionnaire en cours tout en préservant les intérêts des multinationales du pétrole. Les gouvernements occidentaux

veulent renforcer l'assise et l'autorité du CNT que les jeunes en lutte contre le régime ne reconnaissent pas nécessairement. Les contradictions au sein de la rébellion risquent d'éclater en conflit ouvert si les Occidentaux pressent le CNT de partager le pouvoir avec Kadhafi. En effet, l'intervention militaire est dans l'impasse et les Occidentaux cherchent une porte de sortie qui garantisse leurs intérêts bien compris et la stabilité du pays. Si le CNT devait céder aux pressions occidentales en ce sens, un conflit ouvert pourrait éclater avec les jeunes qui ont payé de leur personne dans les combats et qui veulent la fin du régime.

Au **Maroc**, la situation est particulière dans la mesure où le Mouvement du 20 février n'a pas jusqu'ici réclamé le départ du Roi Mohamed VI. Mais les revendications du mouvement sont telles que le conflit ouvert avec le Roi est inévitable. Il ne peut accepter l'élection d'une Assemblée constituante qui aurait le droit de rogner ses pouvoirs, voire de proclamer la république. Il ne peut pas davantage accepter la dissolution du Parlement et du gouvernement qu'il préside, pas plus que le jugement des criminels économiques et politiques qui gravitent dans son entourage. Son discours de juin où il annonce une nouvelle Constitution taillée sur mesure pour lui a fait figure de provocation. Des dizaines de milliers de manifestants sont descendus dans la rue pour protester. Partout dans le pays, sauf à Rabat, les protestataires étaient plus nombreux que les partisans rémunérés du Roi. Les nervis du régime et la police ont redoublé de violence

contre les manifestants. L'épreuve de force est engagée et augure d'une radicalisation du mouvement et de ses revendications. Le tabou de la légitimité de la monarchie risque de tomber, ce qui serait un pas décisif dans la lutte contre la dictature.

Le dictateur ne perd rien pour attendre

Plusieurs pays arabes semblent épargnés par la vague révolutionnaire. Mais il s'agit du calme qui précède la tempête. Les prémises de la contestation sont déjà présentes dans les **monarchies du Golfe**. Les monarques ont répondu par des hausses de salaire et des baisses de prix aux premiers signes de mécontentement de leurs sujets. En **Arabie saoudite**, une bonne centaine d'intellectuels ont réclamé des réformes dont l'élection du Parlement, l'égalité entre hommes et femmes et une monarchie constitutionnelle. Des femmes ont défié publiquement l'interdiction qui leur est faite de conduire une voiture. Cela peut sembler anodin, mais ce sont des signes avant-coureurs d'une protestation plus profonde. D'autant que les motifs de mécontentement sont flagrants. Le luxe ostentatoire des princes saoudiens ou des émirats contraste avec la pauvreté et l'absence totale de liberté politique. D'où la médiation saoudienne dans la révolution yéménite et sa brutale intervention militaire contre la révolution au Bahreïn. Le régime saoudien et ses alliés savent que c'est leur survie qui s'y joue. ■

www.lcr-lagauche.be



L'Allemagne dit adieu au nucléaire... mais pas aux énergies fossiles!

✦ par Daniel Tanuro

Toutes les centrales nucléaires d'Allemagne seront fermées d'ici 2022. Les sept réacteurs les plus anciens avaient été mis à l'arrêt après la catastrophe de Fukushima. Un autre réacteur, victime de pannes fréquentes, avait déjà subi le même sort plus tôt. Les neuf autres installations seront mises hors course progressivement, trois d'entre elles – les plus récentes – continuant cependant de fonctionner jusqu'en fin de période.

Qualifiée d'irréversible, la décision a été prise par le gouvernement au terme de débats internes difficiles: le petit parti libéral et une partie de la CDU/CSU s'y opposaient. Cependant, en fin de compte, Angela Merkel a imposé sa ligne, sur base d'un rapport demandé à des experts suite à Fukushima.

Sortir du nucléaire...

L'Allemagne prend ainsi la tête du groupe de pays européens qui ont décidé de renoncer complètement à l'énergie atomique, et qui comprend en plus l'Autriche, le Danemark, la Suède, la Suisse, la Belgique et l'Italie (dans ces deux derniers cas, cependant, l'affaire n'est pas encore tranchée).

La décision du gouvernement de Bonn représente une défaite pour le lobby patronal pronucléaire au sein duquel on trouve des entreprises aussi influentes que Thyssen Krupp, BASF, Bayer, Daimler-Benz ou la Deutsche Bank.

Le mouvement antinucléaire remporte ainsi une victoire, fruit de sa ténacité. Luttant sans discontinuer depuis les années '70 du siècle passé, il a encore fait descendre récemment plus de 160.000 personnes dans les rues du pays. Les activistes ne soutiennent pas pour autant la décision des autorités, dont ils trouvent la mise en œuvre trop lente. Selon Greenpeace, par exemple, les dix-sept réacteurs que compte l'Allemagne pourraient être tous fermés en 2015, sans que le pays ait besoin d'importer de l'électricité (comme le gouvernement le prévoit), si un plan audacieux de déploiement des énergies renouvelables et de hausse de l'efficacité énergétique était adopté.

Mais il y a davantage qu'une question de rythmes: en effet, si la décision de sortir du nucléaire est positive, le plan de Merkel n'en est pas moins à combattre, car il s'inscrit pleinement dans une logique productiviste au sein de laquelle il est impossible de renoncer à la fois à l'atome et aux énergies fossiles. Or, tel est le défi global qui doit être relevé aujourd'hui.

...en restant dans la même logique

Les centrales nucléaires allemandes assurent 22% de la production d'électricité du pays, et les renouvelables 18%. Pour compenser l'abandon de l'atome sans mettre en question l'augmentation annuelle de la demande en électricité (2% environ), Angela Merkel mise non seulement sur l'éolien, le photovoltaïque et la géothermie, mais aussi sur la construction de centrales au gaz, au charbon et au lignite ainsi que sur des importations à hauteur de 20% des besoins: électricité hydraulique en provenance des pays nordiques, biomasse d'Europe de l'Est, solaire thermodynamique provenant du réseau Desertec qui sera implanté en Afrique du Nord...

D'importants travaux seront nécessaires pour adapter le réseau local de distribution et il faudra tirer 4000 km de lignes à haute ten-

sion pour acheminer le courant produit par les parcs éoliens en Mer du Nord jusqu'au sud du pays. D'ici 2020, la part des renouvelables dans la production d'électricité devrait passer à 35%. L'isolation des maisons continuera à être encouragée. Mais la chancelière n'exclut pas clairement et catégoriquement l'achat à la France de courant provenant de centrales nucléaires: "*Il y a toujours en Europe des flux de courant qui vont et qui viennent*", a-t-elle déclaré.

Le gouvernement affirme que son plan de sortie du nucléaire est compatible avec le fait de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40% d'ici 2020 (par rapport à 1990). Cette affirmation est toutefois à prendre avec des pincettes. En 2010, les émissions allemandes ont augmenté de 4,8% par rapport à l'année précédente. Selon l'étude "Energy Revolution" réalisée il y a quelques années par des thermodynamiciens de l'université de Stuttgart, sortir à la fois du nucléaire et des combustibles fossiles d'ici 2050 n'est possible que si les besoins finaux en énergie diminuent de 40 à 50% selon les secteurs.

Ce n'est pas dans cette voie-là que s'engage Merkel, au contraire: aligné sur le diktat de la croissance capitaliste, son plan est basé sur une extension continue de la production, donc des besoins énergétiques.

Dans l'opinion publique, c'est surtout l'impact sur les coûts de l'électricité qui mobilise l'attention. Il fait l'objet d'estimations discordantes: 1 à 2 milliards d'Euros par an selon les uns, 3 milliards selon les autres. Bonn devrait investir pas moins de 56 milliards en neuf ans pour adapter et développer le réseau de transport du courant. Merkel répète sans arrêt que "*les consommateurs ne paieront pas plus cher*", mais personne n'est dupe: le gouvernement et les électriciens s'entendent pour transférer la hausse des prix sur les consommateurs finaux. Selon l'Agence allemande pour l'énergie (Dena), le prix du kilowatt augmenterait de 20% d'ici 2020. La fédération patronale de l'industrie (BDI) cite un chiffre encore plus élevé: 30%.



Une chose est certaine: le patronat est bien décidé à ne pas payer la note. Les quatre grands groupes qui contrôlent la production électrique envisagent même de lancer une action en justice contre la décision du gouvernement. Celui-ci, pour les calmer, pourrait renoncer à prélever la taxe sur le combustible nucléaire qui rapporte à l'Etat 2,3 milliards d'Euros par an. Dans le but d'amadouer les électriciens, le gouvernement les avait déjà dispensés de verser leur contribution (300 millions) au fonds pour le développement des énergies alternatives.

Changer de modèle

Il y a certainement moyen de fermer les centrales plus vite que ce qui a été décidé par l'équipe d'Angela Merkel et en réduisant davantage les émissions de gaz à effet de serre mais, pour cela, plusieurs conditions doivent être remplies: 1°) une réduction importante des besoins en électricité; 2°) une nationalisation par expropriation du secteur de l'énergie, sous contrôle démocratique; 3°) une planification de la transition énergétique indépendamment des coûts; 4°) la suppression des productions inutiles et nuisibles, avec reconversion des travailleurs.

Il va de soi que ces mesures n'entrent pas en considération au niveau du gouvernement, dont la politique néolibérale agressive vise au contraire à doper le secteur vert du capitalisme allemand: l'industrie du photovoltaïque, qui se bat pour le leadership mondial sur ce marché, et le secteur automobile, qui recevra un million d'euros supplémentaire pour mettre au point de nouvelles batteries.

L'heure n'est vraiment plus à demander un débat public, ou une consultation populaire sur le nucléaire: il faut décider tout de suite de fermer ces centrales de malheur, et les arrêter le plus rapidement possible, en garantissant l'emploi et le salaire des travailleurs qui y sont employés.

Contrairement à ce qu'on tente et qu'on tentera encore de nous faire accroire avec les "stress tests", un Fukushima à Doel ou à Tihange est bel et bien de l'ordre des possibilités. La décision allemande de sortir du nucléaire est un encouragement à redoubler partout d'efforts dans le combat contre cette technologie d'apprentis sorciers, mais il faut le faire dans le cadre d'une alternative d'ensemble à la politique énergétique capitaliste qui découle du caractère foncièrement productiviste de ce mode de production. Seule une alternative de type écosocialiste peut permettre de sortir à la fois de l'atome et des fossiles, et de le faire dans la justice sociale. ■

Nucléaire STOP!

Un réseau Nucléaire STOP! est en voie de constitution en Belgique, inspiré par l'expérience du réseau français "Sortir du Nucléaire" qui fédère 895 associations et plus de 50.000 personnes.

On est en est encore (très) loin chez nous mais l'enthousiasme est bien là. Né il ya quelques mois à l'initiative de militants antinucléaires du Hainaut et du Brabant et d'associations comme Climat & Justice Sociale et le GRAPPE, Nucléaire STOP! se donne comme objectif de *"mettre en réseau toutes les associations et toutes les personnes qui s'opposent au nucléaire et adhèrent aux principes généraux contenus dans notre Charte"*. Après avoir dénoncé les différents risques, dangers et coûts de l'industrie nucléaire, celle-ci revendique que *"de l'exploitation des mines d'uranium à la gestion des déchets radioactifs et la fabrication d'armes atomiques, il soit mis un terme à l'industrie nucléaire"*.

Nucléaire STOP! tiendra son assemblée constitutive officielle en septembre.

Plus d'infos sur <http://nucléaire-stop.blogspot.com> / Siège de l'association: Rue de l'Union 2, 7500 Tournai

Action antinucléaire à Liège

Un groupe liégeois du réseau "Nucléaire STOP!" s'est constitué à Liège fin mai, avec des membres de la LCR, des Amis de la Terre, du mouvement politique des Objecteurs de Croissance (mpOC) et diverses personnes engagées contre le nucléaire.

Samedi 11 mai, ce groupe a mené une action de sensibilisation dans un piétonnier du centre de Liège, qui a réuni une quarantaine de participant-e-s (dont une dizaine de militants antinucléaires allemands venus d'Aachen). Un millier de sacs en papier ont été distribués, accompagnés d'un dépliant expliquant qu'il s'agissait du moyen individuel de protection le plus efficace en cas de catastrophe nucléaire.... mais qu'il vaudrait peut-être quand même mieux fermer les centrales nucléaires! A commencer par celles qui sont les plus âgées, comme Tihange 1 et Doel 1 et 2, qui datent de 1975.

Au terme de très nombreuses discussions, nous avons recueilli plus de 200 signatures pour la pétition de Greenpeace exigeant une sortie rapide du nucléaire tandis qu'une quinzaine de personnes ont marqué leur intérêt pour Nucléaire STOP! et ont demandé à être tenues au courant de nos activités. Un bon début qui annonce de nouvelles actions dans un proche avenir.

Daniel Tanuro primé par Inter Environnement Wallonie

↳ LCR

Notre camarade Daniel Tanuro, membre dirigeant de la LCR, a reçu la Palme 2011 d'Inter Environnement Wallonie (IEW), une fédération qui regroupe plus de 150 associations environnementales.

La Palme est attribuée chaque année par le Conseil d'Administration, sur base d'une proposition faite par l'équipe des chargés de mission d'IEW. En nominant Daniel Tanuro, IEW a voulu *"récompenser une approche visant à réconcilier enjeux environnementaux et sociaux, tant par un travail de terrain qu'à travers l'analyse intellectuelle"*.

S'il va de soi que la fédération n'adhère pas aux positions écosocialistes ou écomarxistes de notre camarade, la distinction qui lui est accordée n'en constitue pas moins une reconnaissance très nette de l'intérêt des positions qu'il défend et de la pertinence de l'action qu'il mène, notamment à travers l'association "Climat et Justice Sociale", dont il est un des fondateurs.

La présentation de la Palme par IEW est tout à fait explicite à cet égard, et confirme une certaine radicalisation en cours dans une mouvance environnementale de plus en plus sceptique face au "capitalisme vert", dont notre camarade a dit l'impossibilité dans un ouvrage paru aux éditions La Découverte.

Nos félicitations à Daniel, dont le long et patient travail théorique de questionnement militant du marxisme par l'écologie, et vice-versa, est ainsi récompensé. ■

Vous trouverez sur notre site la présentation de la Palme par IEW et une vidéo de la cérémonie: www.lcr-lagauche.be/cm/index.php?view=article&id=2122:daniel-tanuro-prime-par-inter-environnement-wallonie-pour-son-uvre-eco-socialiste-video&option=com_content&Itemid=53

Face à la menace que représentent les OGM
et à la mainmise des grandes entreprises sur la science

"Enseigner et écrire des livres est tout à fait insuffisant"

✦ par Isabelle Stengers

Le 7 mai 2000, 200 personnes participaient au Festival de résistance aux OGM. Celui-ci se concluait par la décontamination d'un centre expérimental de la firme Monsanto, près de Namur. Le procès eut lieu en 2003. Lors de la dernière audience, Isabelle Stengers, professeur de philosophie des sciences à l'ULB, s'exprima au nom des 13 prévenus.

Nous publions ci-dessous des extraits de son allocution. Les arguments développés restent pleinement d'actualité dans le contexte de l'action menée à Wetteren contre un champ de pommes de terre OGM.

Le texte complet est consultable ici: www.hns-info.net/article.php?id_article=3626

Madame la Présidente,

(...) L'action qui nous est reprochée avait pour première motivation de demander à l'opinion publique et aux politiques de penser à l'avenir qui se prépare et nous semble redoutable. (...)

Mon métier d'enseignant et les livres que j'ai écrits sont largement consacrés à la question du rôle des sciences, et de l'argument d'autorité scientifique, dans nos sociétés modernes. J'y plaide le caractère crucial d'une démocratie vivante, où ceux qui sont intéressés à une décision sont reconnus comme interlocuteurs légitimes, ayant le pouvoir d'objecter et de mettre à l'épreuve la fiabilité des experts. J'y montre les raisons de la fiabilité des productions scientifiques spécialisées, liées précisément à ce que toute la communauté compétente a pour rôle légitime d'objecter et de mettre à l'épreuve. J'y souligne le déséquilibre qui se produit lorsqu'une proposition issue des sciences sort des lieux de recherche, car à ce

moment-là nul ne contrôle plus que toutes les objections qu'elle peut soulever ont été prises en compte et évaluées. (...)

Expertise peu fiable

(Pour) faire connaître ses objections, (...) enseigner et écrire des livres est tout à fait insuffisant. En effet, ce genre de production est bien incapable de mettre en question la différence entre les experts reconnus comme faisant autorité et ceux ou celles, dont je fais partie, à qui on demande de ne pas se mêler de ce qui n'est pas censé les regarder. C'est là que nous nous heurtons aux limites de la démocratie telle qu'elle fonctionne actuellement.

Comme je l'ai écrit dans mon livre "*Sciences et pouvoirs*", (p. 96-97) du point de vue de sa fiabilité, nos sociétés modernes ont la science qu'elles méritent, fort peu fiable en l'occurrence là où les pouvoirs ont la liberté de nommer leurs experts. (...) (Pour) le cas des OGM: l'expertise est dominée par des biologistes de laboratoire qui n'ont que peu d'expérience de ce qui se produit dans les champs, et aucune expérience des conséquences socio-économiques des innovations agricoles, mais qui jugent en revanche normal et légitime que leurs "réussites" biotechnologiques soient synonyme de progrès.

Quand l'invitation m'est parvenue de participer à la rencontre à propos des OGM, je me suis considérée comme tenue, car l'engagement de ceux qui s'opposent aux OGM correspond très précisément à ce qui, pour moi, reste le privilège des régimes démocratiques, un privilège qui, à chaque fois, doit être réaffirmé aux risques et périls de ceux qui prennent les moyens d'objecter. On entend beaucoup parler aujourd'hui de forums citoyens, où on demande à des personnes non impliquées d'écouter les arguments et les contre-arguments experts à

propos d'une innovation (...). Aujourd'hui, le poids d'une telle démarche est inséparable des actions d'opposition plus directes.

C'est par exemple à cause de cette opposition, que des objections scientifiques qui n'avaient trouvé aucun écho ont été enfin entendues, que des questions ont enfin pu être posées, qu'en Grande-Bretagne des informations hautement significatives ont pu être produites à propos de l'impact négatif de la mise en culture des OGM sur la biodiversité. (...) Lorsque l'on réunit des personnes au départ sans opinion et qu'on leur soumet le dossier des OGM (...), "*plus ils en apprennent moins ils sont favorables aux OGM*". C'est ce que je répondrais à ceux qui affirment que les pratiques minoritaires ne sont pas démocratiques (...): c'est grâce à de telles pratiques qu'une innovation qui était censée être acceptée sans problème, au nom du progrès, est devenue pensable et discutable, bref "publique", et que nous pouvons savoir aujourd'hui que, convenablement informés, la majorité des citoyens la refuseraient plus que probablement.

Confinement impossible

Moi-même, qui me pensais plus ou moins au courant, j'en ai encore appris au cours de ce processus (...). En effet, j'avais d'abord cru, naïvement, que les champs d'essai devaient répondre aux questions portant sur les risques écologiques, et mon opposition venait de ce que je ne faisais pas confiance à ceux qui ont intérêt à ce que passe une innovation pour en interroger les inconvénients. Mais les disséminations volontaires d'OGM n'ont, globalement, pas cette fonction, elles répondent seulement aux pratiques usuelles des semenciers (...).

Nous connaissons aujourd'hui le rapport de la Royal Society, qui lui, en effet, répond à certaines des questions et objections à l'encontre des OGM, c'est-à-dire les

confirme, mais il ne peut le faire que parce que les moyens de le faire ont été pris, et cela par une institution officielle, en raison de l'opposition publique manifestée contre les OGM. En d'autres termes, c'est parce qu'il y a eu opposition que nous pouvons avoir des réponses à des questions que les semenciers, eux, n'ont jamais pris la peine et les moyens de poser.

(...) Monsieur Lannoye vous a parlé des conséquences prévisibles pour le Tiers Monde. (...) Mais l'impact social et écologique des OGM concerne aussi nos pays. Et, dans ce cas, l'avenir est déjà là: il suffit d'aller voir ce qui se passe au Canada. Percy Schmeiser vous a décrit les conséquences pénales, au Canada, de la contamination des champs, les poursuites engagées par Monsanto contre des agriculteurs qui sont, en fait, ses victimes. Il y a quelques années, les biologistes experts affirmaient que les OGM resteraient confinés. Aujourd'hui, ils reconnaissent que c'est impossible, et que la coexistence entre cultures est condamnée. Mais les conséquences de cette impossibilité ne regardent pas les producteurs d'OGM: tous repoussent la possibilité d'assumer une quelconque responsabilité. (...)

Développement non durable... mais profitable

On parle beaucoup de "développement durable" aujourd'hui, mais on a affaire ici à l'exemple même de développement NON durable, d'une course en avant sans fin, de plus en plus coûteuse et sans doute de plus en plus destructrice. Mais extrêmement profitable pour les industries au pouvoir desquelles nous serons tombés pieds et poings liés. (...)

Madame la Présidente, en affirmant ma participation à l'action sur les champs de Monsanto, je ne revendiquais pas une action qui aurait eu un but ou une intention de "destruction méchante". Il s'agissait d'une action ayant pour seule finalité de participer à ce qui, j'en ai l'intime conviction, est le seul moyen de défense un tant soit peu efficace à la disposition de ceux et celles qui perçoivent la menace grave qui pèse sur notre avenir commun. (...)

Isabelle Stengers

Action contre des pommes de terre OGM

Patates détruites, militante licenciée

par Jean Peltier

Wetteren, charmante petite commune de Flandre orientale, à proximité de la centrale nucléaire de Doel, abritait jusqu'il y a peu un champ expérimental de pommes de terre OGM appartenant à un centre de recherche affilié à l'Université de Gand.

Dimanche 29 mai, quelques dizaines de militants anti-OGM ont largement détruit cette culture. Si les OGM sont une source de profits importants pour des secteurs de la recherche pharmaceutique et de l'industrie agro-alimentaire, ils sont une menace directe pour la survie d'une agriculture paysanne, mais aussi pour la santé de la population. C'est d'autant plus vrai avec des sites comme celui de Wetteren où les essais ont lieu en plein air et où existe donc un sérieux risque de contamination des cultures voisines et de l'environnement par les semences OGM.

Licenciement scandaleux

Parmi les militants anti-OGM se trouvait une chercheuse au département d'urbanisme de l'université à l'université catholique de Leuven (KUL), Barbara Van Dyck. Dès qu'elle a appris sa participation à cette action, l'université n'a pas hésité à

la licencier sur le champ, estimant qu'il s'agissait "d'une attaque inacceptable contre la liberté et l'indépendance de la recherche scientifique".

Barbara ne voit évidemment pas les choses de cette façon. "Le problème des OGM est un problème important qui s'inscrit plus largement dans celui de l'avenir de l'agriculture en général. On fait face à une profonde transformation de notre système agricole, avec une privatisation progressive des semences qui rend de plus en plus compliqué, voire impossible, le développement d'une agriculture de type paysanne". Et les OGM sont un des aspects les plus dangereux de ce processus de privatisation des semences. "C'était un champ d'essai. Mais ces essais ne sont qu'une étape préalable à la commercialisation des semences OGM. On passe par la recherche scientifique pour mettre les OGM sur le marché. C'est une des conséquences du financement privé de la recherche. Les universités ont aussi besoin de financements privés mais il faut se poser la question des conséquences que ces financements peuvent avoir." ■

Signez la pétition pour s'opposer au licenciement de Barbara Van Dyck sur www.thepetitionsite.com/4/petitie-rogen-ontslag-barbara-van-dyck.



Barbara Van Dyck

la gauche
Sortir du nucléaire
MAINTENANT!

